POUR UNE APPROPRIATION CITOYENNE DE LA MONNAIE

MOUVEMENT SOL

MONNAIES LOCALES : MONNAIES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Étude sur l'utilité sociale des monnaies locales complémentaires

2021 | AVRIL

DÉMARCHE D'AUTO-ÉVALUATION CONÇUE ET ACCOMPAGNÉE PAR

TRANS FORMATION

REMERCIEMENTS

Nous tenons ici à remercier toutes celles et ceux qui ont permis à ce rapport de voir le jour et notamment :

Les Monnaies locales ainsi que leurs adhérent(e)s qui, d'une part, ont pris le temps de répondre à nos questionnaires et, d'autre part, œuvrent au quotidien à faire de la monnaie un levier de transition écologique, démocratique et solidaire.

En particulier, cette étude n'aurait pu aboutir sans l'implication des salarié(e)s, volontaires en service civique et bénévoles des monnaies ayant conduit cette étude pendant près de 18 mois :

Angèle Dransart (La Doume)
Anne Demichelis (La Roue),
Amélie Schwaller (Le Stück)
Bernard Schwaller (Le Stück)
Brigitte Abel (La Pêche)
Claire Tarbes (Moneko)
Jacques-Yves Carton (La Chouette)

Joachim Labouret (Sol Violette)
Loréna Serra (Le Stück)
Marion Cosperec (Moneko)
Nicolas Meunier (La Roue)
Sébastien Bonnaire (La Gonette)
Valérie Dubillard (La Pive)

Nous remercions également Oriane Lafuente-Sampietro (Doctorante et membre du Laboratoire Triangle) pour sa participation aux travaux, ainsi qu'Andrea Caro, Thibaut Janier et Charles Lesage qui ont successivement assuré la coordination de l'ensemble de la démarche.

1

Le Cabinet TransFormation Associés et en particulier Hélène Duclos et Nicolas Meunier qui ont su nous faire bénéficier de leur expertise dans le domaine de l'évaluation d'utilité sociale.

La Fondation Terre Solidaire et **la Fondation Crédit Coopératif**, grâce au soutien desquelles nous avons pu mener à bien cette enquête.

FONDATION TERRE SOLIDAIRE

FONDATION CREDIT COOPERATIF

Pour finir, ce rapport n'aurait pas été aussi agréable à lire s'il n'avait été mis en forme et en valeur avec brio par Nathalie Grandcolas, **graphiste et adhérente professionnelle à La Pive**, monnaie locale de Franche-Comté.

INTRODUCTION 6

OUVRIR UN NOUVEL ESPACE DE CITOYENNETÉ 11

Éducation à la citoyenneté économique
Expérience de démocratie participative
Renforcement du pouvoir d'agir citoyen

DÉVELOPPER LES SOLIDARITÉS 16

Des valeurs sources de liens
Entraide entre professionnels du réseau
Intégration sociale des publics en difficulté
L'équité au cœur des pratiques

SOUTENIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE 21

Consommation locale et responsable
Production responsable et amélioration des pratiques
Consolidation des filières locales et investissements écologiques

DYNAMISER L'ÉCONOMIE LOCALE 27

L'architecture monétaire des MLC, un "boost" pour l'économie
- Supplément de revenus pour les territoires
- Et abondement de nouveaux circuits d'investissement

L'atout des valeurs partagées et du réseau
- Renforcement de l'économie réelle et locale
- Véritable plus-value pour les membres du réseau

Monnaies numériques : l'amorce du changement d'échelle

RENFORCER LES DYNAMIQUES TERRITORIALES 35

Rayonnement territorial
Levier transversal de transitions territoriales
MLC et réseaux de l'ESS : des synergies évidentes à construire
MLC et collectivités locales : une coopération au service des territoires
- Services et dépenses publics : une cinquantaine de collectivités pionnières
- Articulation aux politiques publiques locales
- Vers un soutien public renforcé au profit des territoires

POSTFACE 46

BIBLIOGRAPHIE 50

MONNAIES LOCALES : MONNAIES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Les monnaies locales : une innovation territoriale qui interpelle

Apparues en Europe au début des années 2000, les monnaies locales complémentaires (MLC) font leur apparition en France en 2010, dans le Lot et Garonne. Dix ans plus tard, ce ne sont pas moins de quatre-vingt-deux MLC qui ont vu le jour, faisant de la France le pays européen accueillant le plus grand nombre de monnaies locales en circulation.

Soutenant cette dynamique, la France a été le premier pays d'Europe à offrir aux MLC un cadre légal explicite. Ainsi, la loi relative à l'économie sociale et solidaire de juillet 2014 a permis d'inscrire les MLC dans le Code Monétaire et Financier et d'instituer leur appartenance à l'économie sociale et solidaire (ESS).

En 2018, l'engagement de la ville de Bayonne aux côtés de l'Eusko, la plus importante monnaie locale d'Europe, a permis de renforcer le cadre d'usage de ces monnaies par les collectivités publiques. Plus récemment, des collectivités comme le Grand Avignon ou le Grand Besançon ont trouvé dans les monnaies locales un outil de soutien, tantôt aux acteurs économiques, tantôt à des publics en situation de précarité, pour les aider à faire face aux conséquences de la crise sanitaire. Grâce à ces coopérations innovantes, ces collectivités pionnières contribuent à montrer la variété des usages possibles des monnaies locales et l'étendue de leurs bienfaits dans des secteurs variés : citoyenneté, solidarité, économie, écologie…

Cependant, malgré l'exemple de ces premières collectivités, et bien que près de 40 000 personnes utilisent à ce jour les MLC chez près de 10 000 professionnels[1] à l'échelle nationale, l'intérêt de ces monnaies reste encore peu compris. Et si un certain nombre d'acteurs du développement territorial témoignent à leur égard d'un intérêt croissant, peu d'entre eux ont encore fait le pas de s'en saisir comme d'un levier pouvant renforcer leur activité.

Si, pour les collectifs porteurs de MLC, l'utilité de ces monnaies est indéniable, il leur a néanmoins été jusqu'ici difficile de répondre précisément aux questions qui pouvaient leur être posées sur « l'apport concret » des monnaies locales. Face à ces interrogations, ils ont souhaité mesurer concrètement l'utilité sociale des monnaies locales, et ce en menant une évaluation la plus exhaustive possible.

Ainsi, entre octobre 2019 et mars 2021, le Mouvement Sol, qui fédère une quarantaine de monnaies locales complémentaires, a piloté une large étude sur leur utilité sociale. Ce sont les résultats de cette grande enquête que nous présentons dans ce rapport.

[1] Par « professionnels », nous entendons systématiquement dans ce rapport à la fois les entreprises, associations, professions libérales, commerces, artisans, producteurs, etc.

Rappels utiles sur les MLC

FONCTIONNEMENT

Pour utiliser la monnaie locale de votre territoire, il faut d'abord adhérer à l'association gestionnaire de la monnaie. Après quoi, il suffit d'échanger une certaine quantité d'euros contre l'exacte contrepartie en monnaie locale : une unité de MLC est toujours égale à un euro. Le change euro - MLC peut se faire chez un professionnel du réseau ayant accepté de jouer le rôle de « comptoir de change », ou directement en ligne pour les monnaies locales numérisées.

Une fois en possession de monnaie locale, vous pouvez la dépenser auprès des professionnels du réseau, dont vous avez la garantie qu'ils sont eux-mêmes engagés dans une démarche de progrès puisque, comme vous, ils ont signé la charte éthique de l'association au moment de leur adhésion.

Les euros que vous avez changés initialement contre la monnaie locale sont eux déposés par l'association auprès d'établissements financiers responsables et constituent un « fonds de garantie »[2]. Nous verrons plus bas le rôle important que ces fonds peuvent jouer dans la transition écologique des territoires.

CHIFFRES

- 82 monnaies ancrées sur leur territoire
- 13 000 communes couvertes
- 10 000 entreprises et associations adhérentes
- 40 000 utilisateurs particuliers soutenant une économie responsable
- Un montant de MLC en circulation équivalent à plus de 5 000 000 d'euros
- Autant d'euros dans les circuits d'investissement responsable via les fonds de garantie
- 1 500 bénévoles engagés

Méthodologie de l'évaluation d'utilité sociale

Dès le début de la démarche, le Mouvement Sol et les monnaies locales ont souhaité que l'évaluation de leur utilité ne porte pas que sur des aspects purement économiques et que les critères d'évaluation soient autant qualitatifs que quantitatifs. En effet, convaincues de l'importance de définir, à l'échelle de nos sociétés, de nouveaux indicateurs de richesses, il était tout naturel que les monnaies locales choisissent pour elles aussi des critères basés non seulement sur des données économiques mais aussi sociales et environnementales.

Ainsi, la première étape a été d'établir un « référentiel d'utilité sociale ». Pour cela, la douzaine de monnaies locales membres du groupe de pilotage de l'étude a consulté l'ensemble de ses parties prenantes (adhérents particuliers et professionnels, partenaires associatifs, élus et agents territoriaux, bénévoles, etc.) lors d'entretiens exploratoires et d'ateliers spécifiques. A l'issue de cette phase exploratoire d'environ trois mois, le groupe pilote avait récolté une quantité de données extrêmement importante sur ce qui pouvait caractériser l'utilité sociale des MLC. Après une analyse poussée de ces données, cinq grands « registres » d'utilité sociale ont été identifiés : Pouvoir citoyen, Solidarité, Écologie, Économie et Dynamiques territoriales. Ces registres ont ensuite été affinés en différents « critères » précisant concrètement ce qu'il faudrait évaluer. Pour finir, ces critères ont conduit à l'élaboration des trois questionnaires qui ont permis de mesurer concrètement l'impact des MLC sur les territoires.

La deuxième phase, donc, fut celle de la diffusion des questionnaires auprès des parties prenantes des monnaies locales. Le premier questionnaire fut dédié aux adhérents professionnels, le deuxième aux adhérents particuliers et le troisième aux associations de monnaie locale elles-mêmes. Leur circulation pendant 5 mois a permis de récolter les réponses de 565 professionnels et 1 600 particuliers issus de plus de cinquante monnaies locales, garantissant la solidité des résultats présentés dans ce rapport.

Enfin, de novembre 2020 à mars 2021, la dernière étape fut celle de l'analyse des réponses et de la rédaction du présent rapport. Au total, ce sont plus de 1 000 heures de travail, réparties entre une quinzaine de personnes durant une année et demie qui auront permis de mettre en lumière l'utilité sociale des monnaies locales complémentaires[3].

[2] Le volume de monnaie locale en circulation est donc toujours garanti par son exacte contrepartie en euros déposée auprès des établissements financiers partenaires.

[3] Vous retrouverez la méthodologie d'enquête détaillée ainsi que les trois questionnaires types en annexe.

A l'initiative de l'étude : le Mouvement Sol

Le Mouvement Sol est un laboratoire d'expérimentations monétaires, au premier rang desquelles figurent les Monnaies Locales Complémentaires. Convaincu de l'importance de l'échelon local, il promeut une transition ascendante, partant de citoyennes et citoyens entrant en coopération avec les acteurs de leur territoire désireux de construire une société plus écologique, solidaire et participative.

Ses missions s'articulent autour de six grands axes :

- Fédérer les monnaies locales, coordonner et animer leur dynamique nationale
- Représenter les monnaies locales auprès des acteurs nationaux (puissance publique, têtes de réseaux de l'ESS, etc.)
- Assurer une communication nationale sur les MLC et les enjeux de démocratie monétaire
- Accompagner les monnaies locales dans leur structuration et leur changement d'échelle
- Accompagner la digitalisation des monnaies locales (veille, conseil et mise en lien)
- Favoriser l'innovation monétaire au service d'une société écologique, solidaire et participative.

Utilité sociale des monnaies locales : cinq registres d'impact pour un levier transversal de transitions

L'évaluation de l'utilité sociale des monnaies locales nous a permis de mettre en lumière que celles-ci constituent un véritable levier transversal de transitions dans les territoires. « Transversal », en effet, car leur utilité s'exprime dans cinq grands domaines, qui constitueront les cinq chapitres de ce rapport : Pouvoir citoyen, Solidarité, Écologie, Économie et Dynamiques territoriales. « Levier », ensuite, car nous verrons qu'elles peuvent initier ou renforcer des dynamiques de transitions, tout en décloisonnant les impacts. Ainsi, par exemple, articuler une monnaie locale à une politique locale de solidarité permet de conférer à celle-ci une dimension écologique, tout en assurant la résilience économique du territoire grâce à une monnaie qui ne peut être dépensée que localement.

Au fur et à mesure des pages à venir, nous découvrirons donc que les monnaies locales constituent un nouvel espace de citoyenneté. Nous apprendrons, par exemple, que 69 % de leurs adhérents comprennent mieux les liens entre l'économie et les enjeux de société depuis leur adhésion à la monnaie, tandis que 80 % des bénévoles estiment avoir développé de nouvelles compétences, renforçant ainsi leur pouvoir d'agir.

Nous verrons ensuite que les MLC développent de nouvelles formes de solidarités. Le fait que 25 % des professionnels adhérents ont déjà rendu service à un autre membre du réseau, ou que certaines collectivités publiques se saisissent des MLC pour compléter des aides sociales à destination de publics en situation de précarité, en est une illustration.

L'impact écologique des monnaies locales sera aussi mis en lumière. Alors que 48 % des adhérents particuliers affirment consommer davantage de produits locaux depuis leur adhésion, et que 64 % des professionnels déclarent avoir pris davantage en compte les pratiques environnementales de leurs partenaires commerciaux, nous verrons, entre autres, que les associations de monnaies locales peuvent exercer un effet de levier dans le financement de projets territoriaux écologiques.

Nous analyserons également l'impact économique des MLC. Nous détaillerons comment, en délimitant la circulation de la monnaie à un territoire donné, les MLC permettent de maximiser les revenus de ce territoire, et comment le change initial d'euros en monnaies locales permet d'abonder de nouveaux circuits d'investissements responsables. Nous montrerons également l'impact du réseau sur l'activité des membres et comment, par exemple, 22 % des professionnels adhérents affirment noter un effet visible sur leur chiffre d'affaires suite à leur adhésion à la MLC. Ce chapitre sera en outre l'occasion de mettre en lumière en quoi le passage à la monnaie numérique constitue une condition préalable, mais non suffisante, du changement d'échelle des MLC.

Enfin, forts des éléments précédents, nous montrerons comment les monnaies locales renforcent les dynamiques de transitions dans les territoires. Nous verrons alors que la coopération avec les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et les collectivités publiques constitue un véritable catalyseur de transitions. Nous présenterons de nombreux exemples de coopérations innovantes entre ces trois acteurs, montrant en quoi leur généralisation permettrait de décupler l'impact des monnaies locales au service des territoires.

Des monnaies locales d'intérêt général

Citoyenneté, solidarité, écologie, économie… Autant de domaines structurant le vivre ensemble dans les territoires. Autant de domaines, également, où les défis ne manquent pas si nous voulons effectivement voir advenir le « monde de demain ».

En évaluant l'utilité sociale des monnaies locales, cette étude aura permis de mettre en lumière leurs apports concrets en faveur d'une société plus écologique, solidaire et participative, faisant la démonstration de leur contribution à l'intérêt général.

LES MONNAIES LOCALES APPARAISSENT COMME UN LEVIER TRANSVERSAL DE TRANSITIONS

OUVRIR UN NOUVEL ESPACE DE CITOYENNETÉ

Depuis leur émergence au début des années 2010, la question de la citoyenneté est centrale dans le projet des monnaies locales complémentaires, souvent appelées « monnaies locales citoyennes ». Ainsi, tout autant que relocaliser l'économie ou promouvoir des circuits de consommation responsables, l'un des rôles majeurs des associations porteuses de monnaies locales est d'**ouvrir un nouvel espace citoyen : celui d'une délibération et d'une participation collective, à l'échelle territoriale, autour d'un outil structurant notre organisation sociale – la monnaie.**

Le présent chapitre se déroule en trois temps. Il montre d'abord comment les monnaies locales complémentaires (MLC) jouent un rôle d'éducation à la citoyenneté économique, **touchant plusieurs dizaines de milliers de personnes chaque année à travers divers canaux de sensibilisation.** La deuxième section souligne comment, par leur fonctionnement horizontal et participatif, les MLC permettent de faire l'expérience concrète de la démocratie. Enfin, le troisième temps montre qu'elles renforcent le pouvoir d'agir citoyen, notamment en offrant un espace d'engagement à près de 1 500 bénévoles à l'échelle nationale.

Education à la citoyenneté économique

Comprendre ce qu'est la monnaie est fondamental pour quiconque souhaite voir advenir une économie plus écologique, solidaire et inclusive.

La monnaie doit donc être démocratisée, ce à quoi s'emploient les MLC en permettant à tout un chacun d'acquérir une meilleure connaissance de l'économie et de la finance. Elles invitent, et cela fait partie des missions qu'elles se donnent, les citoyens d'un territoire à repenser la richesse en se saisissant de cet outil commun à tous qu'est la monnaie.

Ainsi, des actions de vulgarisation et des réunions publiques sont régulièrement organisées par les MLC afin de sensibiliser les citoyens aux enjeux monétaires, économiques et financiers. En 2019, chaque association de MLC a organisé en moyenne quinze manifestations. A l'échelle nationale, on estime à 40 000 le nombre de personnes sensibilisées chaque année. Le but de ces animations et débats publics est de montrer que le sujet n'est pas seulement économique mais également démocratique : les MLC sont la preuve que l'on peut s'emparer d'enjeux jusqu'alors considérés comme trop « techniques » pour des citoyens non experts. Elles déconstruisent ainsi le sentiment d'impuissance qu'ont parfois les gens de n'avoir aucun pouvoir sur la monnaie ou l'économie, ni même aucun moyen de comprendre ces sujets.

Ces réunions sont appréciées puisque

55%
des particuliers adhérents ont déjà participé à des manifestations organisées par leur MLC.

Ce chiffre montre que les utilisateurs des monnaies locales continuent de s'informer et de s'impliquer au-delà de la simple utilisation d'un moyen de paiement responsable. Ainsi, ils sont nombreux à comprendre le caractère transversal des projets de MLC, que nous nous attacherons à expliciter dans ce rapport.

Les MLC sont en outre un moyen de montrer que chacun peut agir pour une société plus responsable : la connaissance acquise en économie n'est souvent qu'une première étape amenant les utilisateurs à développer leur intérêt pour l'ensemble des solutions tangibles et adaptées aux défis de la transition. Ainsi, pour 64 % des adhérents particuliers, l'adhésion à une MLC les a conduits à s'intéresser à d'autres alternatives économiques et citoyennes présentes sur leur territoire.

Plus sensibles à l'ensemble des aspects de la transition, les utilisateurs de monnaies locales développent donc un esprit critique qui leur fait prendre conscience du caractère systémique des défis auxquels notre société est confrontée et les conforte dans la nécessité d'agir simultanément sur tous leurs aspects (économiques, sociaux, environnementaux...). Comme nous l'expliquions dans l'introduction de ce rapport, c'est justement ce que permet le caractère transversal des monnaies locales.

69%
des répondants déclarent que l'utilisation de la MLC leur a permis de mieux comprendre les liens entre les enjeux économiques et les enjeux écologiques, sociaux et démocratiques.

On estime à
40 000
le nombre de personnes sensibilisées chaque année.

Ces chiffres sont à mettre en corrélation avec ceux issus de l'étude réalisée par l'IFOP dans un sondage de 2017[4] qui montre que les Français, bien qu'intéressés par les questions économiques, ne sont pas complètement à l'aise dans ce domaine. Si l'intérêt pour l'économie est majoritaire (66%), moins d'un Français sur deux (46%) déclare se sentir à l'aise avec les sujets relatifs à l'économie en général (PIB, dette, SMIC, taux de chômage, activité des entreprises, etc.). Au sein des MLC, en revanche, les deux tiers des adhérents (66%) ne considèrent plus le sujet comme obscur. C'est donc 20% de plus que dans la population générale, ce qui confirme le travail de démocratisation des savoirs économiques et financiers entrepris par les associations de monnaies locales[5].

Mais au-delà de cette compréhension théorique des enjeux économiques, les monnaies locales constituent également un espace de démocratie participative.

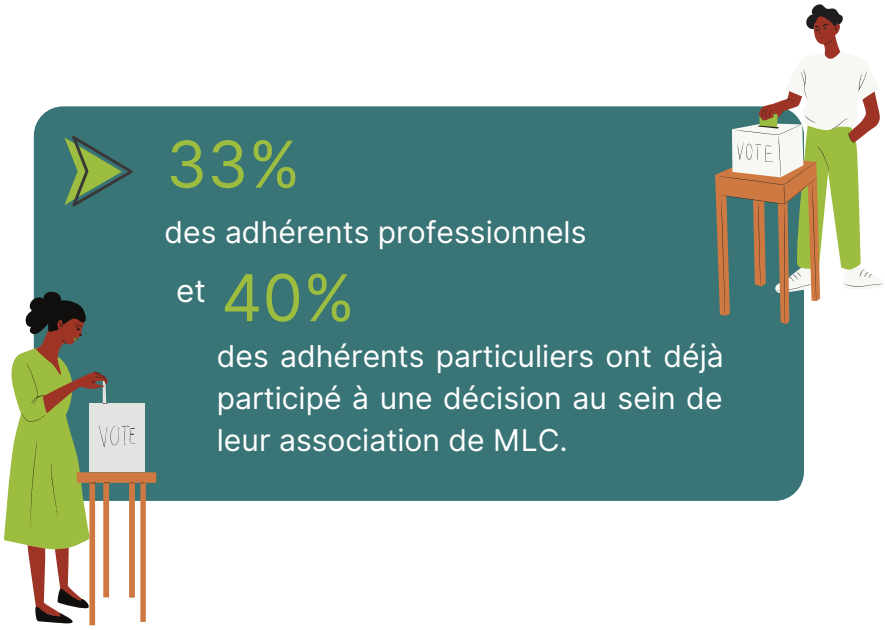
[4] https://www.ifop.com/publication/les-connaissances-des-francais-en-matiere-economique
[5] Il y a probablement un filtre statistique qui fait que les personnes rejoignant une MLC sont, en moyenne, plus familières des problématiques économiques, mais le fait que les deux tiers des répondants aient déclaré avoir développé leur compréhension du sujet plaide en faveur de ce rôle de « démocratisation du savoir »

Expérience de démocratie participative

A l'origine d'une monnaie locale, on trouve le plus souvent un collectif de citoyennes et citoyens désireux de se réapproprier l'outil monétaire en le réinventant « par le bas », c'est-à-dire par la participation collaborative de toutes les personnes qui le souhaitent[6]. Ces citoyens réfléchissent ensemble au sens de la monnaie à créer, aux valeurs qu'elle devra véhiculer et à ses objectifs. En effet, la nouvelle monnaie se doit d'être construite à l'image de l'économie que les acteurs souhaitent pour leur territoire.

Cette volonté transparaît notamment à travers la rédaction des chartes de fonctionnement qui régissent les associations porteuses de monnaies locales. Toutes mettent en avant la volonté de promouvoir une économie locale, sur la base d'exigences environnementales et solidaires, et ce dans un espace de citoyenneté de proximité.

Outre la définition de ses valeurs, l'une des premières missions d'un collectif porteur d'une nouvelle MLC est de décider « comment seront prises les décisions » et « qui va décider ». Dès lors, les membres des MLC font l'expérience de la démocratie participative : d'abord par la définition des règles de fonctionnement de la monnaie et de l'association, puis par la participation à la gouvernance, laquelle privilégie les processus de décision horizontaux et fait la part belle à l'ensemble des parties prenantes.

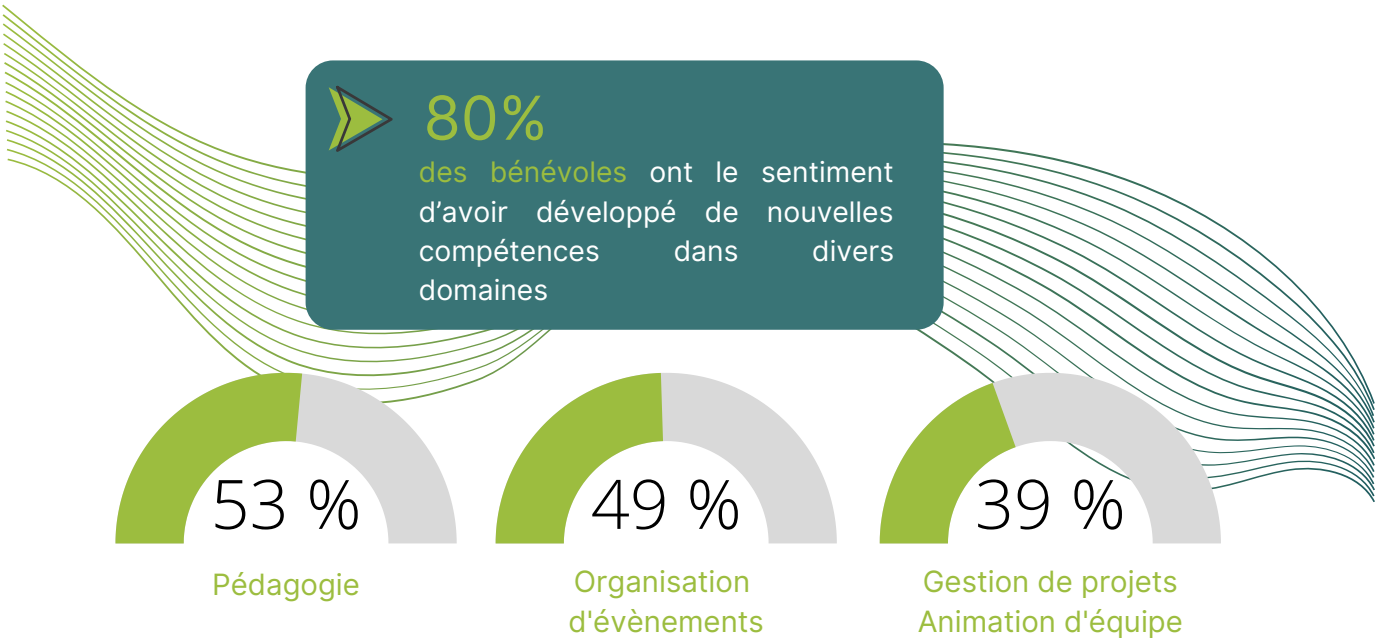


Les discussions se font en utilisant des processus démocratiques qui permettent au groupe de collaborer et de fonctionner efficacement en garantissant la liberté mais aussi la responsabilisation de chacun. Les participants doivent accepter que les points de vue puissent diverger et la collaboration au sein du groupe lui permet ensuite de rester fonctionnel et productif. En effet, travailler ensemble et co-construire n'est pas toujours instinctif, mais la coopération s'apprend et, lors de leurs réunions, les deux tiers des MLC répondantes favorisent des outils d'intelligence collective qui permettent de dépasser les éventuels conflits.

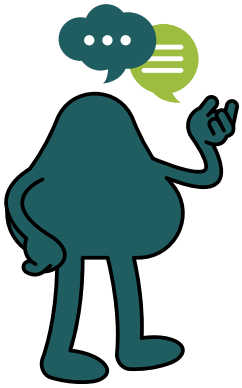
[6] Cet aspect citoyen et « venant du bas » est, selon Bernard Lietaer, essentiel au point qu'il a sous-titré son manuel « Créer une monnaie complémentaire » : « manuel à l'usage des citoyen-ne-s » (publié en 2018 aux éditions Bord de l'eau)

Renforcement du pouvoir d'agir citoyen

Si les monnaies locales ouvrent un nouvel espace de démocratie économique en offrant à toutes et tous la possibilité de prendre part à des décisions collectives, elles sont également le lieu d'un renforcement de la citoyenneté par l'action.
En effet, tout adhérent peut s'engager bénévolement au sein de son association. A ce titre, le rapport d'enquête du laboratoire Triangle[7] montre que les MLC fonctionnement essentiellement grâce au bénévolat de leurs membres. Elles déclarent ainsi en moyenne 18 bénévoles actifs réalisant 2 340 heures de bénévolat par an et par monnaie. C'est alors une relation gagnant-gagnant qui s'instaure puisque 80 % d'entre eux affirment avoir développé de nouvelles compétences dans un ou plusieurs domaines à la suite de leur engagement. Bien entendu, ces compétences nouvelles bénéficieront à la société tout entière puisque les bénévoles seront amenés à les mettre en pratique par ailleurs, dans leur vie professionnelle ou associative.



De plus, nous pouvons apporter un point éclairant quant au lien entre salariat et bénévolat. Le rapport du laboratoire Triangle[8] montre que le nombre de bénévoles par association est plus élevé lorsque celle-ci dispose d'un ou plusieurs salariés. Par ailleurs, des témoignages récurrents sur le terrain mettent en lumière les limites d'une dynamique exclusivement bénévole, comme nous l'explique cette bénévole :



> C'est dur de faire tourner une asso avec uniquement des bénévoles. On fait de notre mieux, mais on ne peut pas être sur tous les fronts en même temps, on n'est pas assez nombreux. Et puis parfois on a des impératifs, dans la vie pro ou perso, et c'est pas évident d'être toujours disponible pour les réunions ou pour avancer sur tout ce qu'il y a à faire.

[7] Blanc Jérôme, Fare Marie, Lafuente-Sampietro Oriane (2020), Les monnaies locales en France : un bilan de l'enquête nationale 2019-20 [Rapport], Lyon, Triangle - UMR 5206,Université Lumière Lyon 2, Sciences Po Lyon, p.22

[8] Blanc Jérôme, Fare Marie, Lafuente-Sampietro Oriane (2020), Les monnaies locales en France : un bilan de l'enquête nationale 2019-20 [Rapport], Lyon, Triangle - UMR 5206, Université Lumière Lyon 2, Sciences Po Lyon, p.23

Ainsi, on constate sur le terrain une synergie entre salariat et bénévolat. Les salariés, loin de se substituer aux bénévoles, permettent de consolider l'espace d'action citoyenne de ces derniers.

Quelques missions salariées facilitant l'engagement bénévole :

Accueillir et **former** les nouveaux bénévoles.

Définir avec l'ensemble des parties prenantes, dont les bénévoles, **les missions précises** à mener et **veiller** à la bonne répartition des rôles.

Soutenir chaque bénévole tout au long de son engagement.

Faciliter la communication interne pour favoriser la cohésion d'équipe.

Organiser des temps collectifs valorisant le travail de toute l'équipe.

En bref...

A la lecture de ce chapitre, on comprend que les monnaies locales jouent un rôle démocratique important à l'échelle des territoires : celui d'**ouvrir un nouvel espace de délibération et de participation à la vie économique** par l'appropriation collective des enjeux monétaires.

L'éducation populaire, la mise en place de modèles organisationnels horizontaux et l'engagement bénévole et salarié sont autant de pratiques que les monnaies locales développent pour **renforcer le pouvoir d'agir des citoyens.**

A la veille de leur changement d'échelle, il apparaît nécessaire pour les monnaies locales de renforcer la dynamique bénévole qui les a fait émerger et qui constitue un véritable espace de pouvoir citoyen. A cette fin, **le recrutement de salariés travaillant main dans la main avec les équipes bénévoles s'avère un levier puissant.**

DÉVELOPPER LES SOLIDARITÉS

Si « économie » peut rimer avec « démocratie », les monnaies locales sont la preuve qu'elle peut aussi être fondée sur la solidarité.

En effet, l'économie n'a jamais reposé sur le seul principe du marché mais sur trois principes, dont l'importance relative varie selon les époques et les sociétés : le principe marchand certes, mais aussi le principe de redistribution (via la puissance étatique, notamment) et le principe de réciprocité (via l'entraide). Ces deux derniers principes peuvent prendre des formes diverses mais sont toujours caractéristiques d'une économie dans laquelle, comme le disait l'anthropologue Marcel Mauss, « le lien précède le bien ». Ainsi, **les monnaies locales entendent soutenir une économie fondée sur le lien humain et les relations de confiance entre individus.**

Dans ce chapitre, nous découvrirons comment les valeurs promues par les monnaies locales jouent un rôle important dans l'émergence de la solidarité **(plus d'un adhérent sur dix a déjà rendu service à un autre adhérent)**. Nous verrons aussi comment ces monnaies encouragent l'entraide entre professionnels **(80 % des adhérents professionnels ont déjà recommandé d'autres professionnels du réseau)**. Nous aborderons ensuite le rôle des monnaies locales envers l'intégration sociale des plus démunis, avant de mettre en lumière comment ces monnaies promeuvent l'équité, à la fois au sein des entreprises et entre celles-ci.

Des valeurs sources de liens

Au sein des réseaux de monnaies locales, émerge généralement un sentiment d'appartenance à une communauté de valeurs partagées qui se traduit par le développement de nouvelles relations.

L'exemple de la Roue à Marseille...

La Roue

Au printemps 2020, La Roue, monnaie de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, a initié à Marseille un projet dénommé « du marché au palier» : des produits de qualité sélectionnés avec soin et respectant le fil des saisons ont été livrés directement des producteurs au domicile des particuliers pendant toute la durée du confinement.

Les marchés ayant fermé, les producteurs (adhérents de La Roue ou non) s'étaient retrouvés avec des difficultés pour écouler leur marchandise. Une plate-forme de vente en ligne et de livraison à vélo a alors été mise en place avec des professionnels du réseau, des agriculteurs et des livreurs en vélo cargo. L'opération, qui a connu un grand succès, a repris en septembre et la MLC de Marseille travaille désormais sur l'aspect numérique de la plate-forme pour proposer le paiement en monnaie locale. Dans ce projet, La Roue s'est occupée de la mise en relation, de la coordination et de la mise à disposition d'outils numériques.

A noter que la richesse des relations humaines ne se limite bien entendu pas aux périodes de crise et les liens entre particuliers et professionnels adhérents sont en permanence renforcés par l'usage de la monnaie locale. Ainsi, les deux tiers des particuliers répondants affirment avoir plus tendance à discuter avec les professionnels qui acceptent la monnaie locale qu'avec les autres (26 % nous répondent « oui souvent », 40 % « oui quelquefois »).

Cela tient au fait que, lors des échanges en MLC, s'exerce une forme de reconnaissance mutuelle. Pour preuve, 66 % des utilisateurs particuliers disent aller prioritairement chez les professionnels qui acceptent la monnaie locale et plus de neuf répondants sur dix ont le sentiment que la personne en face d'eux partage leurs valeurs.

En contrepartie, certains professionnels (environ 10%) vont eux aussi faire preuve d'une forme de reconnaissance envers les adhérents de la MLC en leur réservant des avantages tout au long de l'année et/ou en leur destinant des offres exceptionnelles.

On observe le développement de nouvelles relations basées sur la reconnaissance mutuelle, amenant sept adhérents particuliers sur dix à recommander autour d'eux les professionnels qui acceptent la monnaie locale (28 % « oui tout à fait », 42 % « oui plutôt »).

Entraide entre professionnels du réseau

Si plus d'un adhérent particulier sur dix affirme qu'il a déjà aidé un membre de sa monnaie locale alors qu'il ne l'aurait pas fait sans le réseau, on observe que la solidarité s'exprime aussi très souvent dans les relations nouées entre professionnels. Pour favoriser l'émergence de nouveaux liens, les associations de MLC organisent régulièrement des événements de réseautage, auxquels près d'un tiers des professionnels répondants ont déjà participé.

Les enseignements tirés des questionnaires illustrent d'ailleurs bien la capacité des associations de monnaies locales à mettre en lien des professionnels du territoire dans une logique d'entraide et de coopération, au bénéfice d'un renforcement des filières locales.

Depuis leur première adhésion à la monnaie locale,

Près de 25% des professionnels ont rendu service à un autre professionnel du réseau.

80% des professionnels ont déjà recommandé un confrère qui accepte la monnaie locale.

Près d'un tiers d'entre eux disent le faire souvent

L'exemple de la Pive en Franche-Comté...

Début 2020, La Pive, monnaie locale de Franche-Comté, a ainsi accueilli en son sein un jeune paysan démarrant une activité de permaculture. Rapidement, des difficultés à écouler sa marchandise sont apparues pour lui, liées notamment au fait qu'il soit situé dans une zone isolée. Outre que des bénévoles de La Pive l'ont aidé à créer et distribuer des flyers pour se faire connaître, il a aussi été mis en relation avec un menuisier du réseau qui s'est proposé de lui faire des panneaux indicateurs et de l'aider à monter un local de vente en bois, en contrepartie de paniers de légumes (compte tenu du fait que le maraîcher n'avait pas les moyens de financer la prestation) !

C'est là un exemple parmi d'autres qui montre qu'au-delà des considérations économiques et commerciales, les réseaux des MLC permettent de développer une véritable entraide entre adhérents.

De plus, les associations de monnaies locales peuvent elles-mêmes développer des formes de solidarités auprès de leurs adhérents professionnels.

Ainsi, et de façon particulièrement visible pendant la crise sanitaire, de nombreuses monnaies ont mis des outils de communication à disposition des professionnels de leur réseau. C'est le cas de L'Eusko (Pays Basque), avec deux groupes Facebook dédiés au soutien des professionnels, et du SouRiant (Aude) qui diffuse les campagnes de financement participatif de ses adhérents. Certaines ont aussi proposé un soutien financier aux professionnels, sous forme de dons ou d'avances de trésorerie, comme La Pêche (Île-de-France), La Doume (Puy-de-Dôme) ou La Gonette (région lyonnaise).

Intégration sociale des publics en difficulté

Presque toutes les associations de monnaie locale font état de la présence, parmi leurs adhérents professionnels, de structures ayant comme raison d'être l'accessibilité à tous, telles que des épiceries solidaires, des ressourceries...

Quand une boutique et une monnaie solidaires s'associent à Nîmes...

Mais, au-delà de leur réseau professionnel, certaines associations porteuses de MLC souhaitent également articuler leur monnaie locale aux politiques sociales. En effet, outre sa fonction évidente de moyen d'échange, une monnaie locale peut être affectée à des usages précis. C'est ainsi que plusieurs monnaies locales s'articulent à des politiques publiques venant en aide aux plus démunis.

L'exemple du Sol-Violette, à Toulouse...

Depuis sa création, le Sol-Violette a souhaité associer les publics en difficulté au projet de la monnaie locale, notamment à travers des liens étroits avec des maisons de chômeurs et des épiceries solidaires. Cela a permis, entre autres, de monter très rapidement un partenariat en réponse à la crise du coronavirus et à l'accroissement de la précarité alimentaire de certains ménages, qui a consisté en une distribution de bons solidaires en Sol-Violette à plusieurs dizaines de familles.

Ce type d'expériences présente des avantages multiples :

- les prestations sociales complémentaires versées en MLC renforcent les dispositifs de lutte contre la précarité
- elles permettent d'élargir le cercle des utilisateurs de la monnaie locale au-delà des convaincus
- elles favorisent l'accès à une alimentation saine pour tous
- elles luttent contre la stigmatisation des bénéficiaires des dispositifs sociaux

En orientant les publics fragiles vers des lieux de consommation engagés dans une démarche responsable, les actions à caractère social réalisées en monnaie locale sensibilisent donc les personnes en situation de précarité à des problématiques qui touchent l'ensemble de la société et leur donnent confiance dans le fait qu'elles peuvent, elles aussi, participer à construire le monde de demain.

L'équité au cœur des pratiques

Promouvoir l'entraide et la solidarité ne peut se concevoir sans penser les inégalités au sein des entreprises, en l'occurrence celles qui sont admises à intégrer le réseau des monnaies locales. Or, les données recueillies montrent que ces dernières pratiquent pour la plupart une politique de juste rémunération. Ainsi, plus de 85% des professionnels répondant à l'enquête ont une échelle de salaires strictement inférieure à 2. L'écart moyen entre les salaires de chaque structure ne dépasse pas 1,26 alors qu'il est de 3,1 dans le reste des entreprises françaises[9].

Ces chiffres montrent bien que la monnaie locale permet de flécher la consommation vers des entreprises mettant l'équité au cœur de leur organisation. De plus, les pratiques équitables des adhérents professionnels ne se limitent pas à la rémunération des salariés et s'appliquent également dans les relations aux fournisseurs, où la politique du « prix juste » a toute son importance.

Un adhérent professionnel sur deux choisit les fournisseurs locaux avec qui il travaille sans négocier les tarifs, mettant en avant le respect du « prix juste ».

Ces pratiques dénotent la propension des professionnels des réseaux de MLC à appréhender les échanges commerciaux dans une attitude de coopération plus que de compétition.

En bref...

Tous les indicateurs mentionnés ci-dessus montrent bien que les monnaies locales ont vocation à prendre une part croissante dans la réponse aux enjeux économiques mais aussi sociaux de notre temps.

Levier particulièrement adapté pour développer l'entraide et la solidarité, **leur appropriation par les acteurs structurants du champ de la solidarité semble une perspective toute naturelle.** Des articulations sont donc à construire ou renforcer avec des dynamiques associatives ou entrepreneuriales (Emmaüs, Petites Cantines,...), des structures de l'Insertion par l'Activité Économique, des dispositifs innovants comme les Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée, ou encore des acteurs publics ou parapublics (Conseils départementaux, Missions Locales...)

De plus, si comme nous l'avons vu des mécanismes existent déjà qui permettent d'abonder en monnaie locale des aides sociales facultatives, un pas supplémentaire pourrait être franchi avec l'aide des départements[10] en envisageant l'abondement ou le versement d'une partie des prestations récurrentes (Aides de la CAF, RSA...) sous forme de MLC.

[9] Bisault, Laurent. 2012. "L'échelle des salaires est plus resserrée dans le secteur de l'économie sociale". INSEE Première 1390, pp 4. http://insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1390/ip1390.pdf

[10] Les départements sont en charge de la définition et de la mise en œuvre de la politique d'action sociale sur leur territoire.

SOUTENIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Au printemps 2019, plusieurs dizaines d'organisations de la société civile (associations, fédérations, syndicats, fondations, ONG,...) se rassemblaient autour du « Pacte du Pouvoir de Vivre »[11] pour **proposer des réponses conjointes aux enjeux climatiques et sociaux**, mettant en lumière que ces deux enjeux, loin de s'opposer, sont bel et bien entremêlés. Les monnaies locales partagent pleinement cette vision transversale et intègrent également la question écologique à leur champ d'actions.

Nous verrons dans la première section de ce chapitre comment **les monnaies locales encouragent une consommation locale et responsable** (près de 70% des adhérents particuliers ayant fait évoluer leur consommation en ce sens). Nous verrons ensuite qu'en accompagnant leurs adhérents professionnels dans l'amélioration de leurs pratiques, les MLC **ont également un impact sur les modes de production** de 84% d'entre eux. Enfin, nous mettrons en lumière comment elles **renforcent les filières locales et investissent dans des projets écologiques.**

Consommation locale et responsable

En offrant une visibilité plus grande aux professionnels engagés dans la transition écologique via le référencement de leurs adhérents professionnels, les monnaies locales permettent une réorientation des dépenses en vue d'une consommation écologiquement responsable.

Depuis leur adhésion à une MLC, 55 % des répondants particuliers au questionnaire affirment avoir découvert de nouvelles informations ou de nouveaux conseils pour un mode de vie plus écologique, ce qui a pour conséquence une modification sensible de leurs comportements de consommateurs. Ils sont par exemple 48 % à avoir augmenté leur consommation de produits locaux (réduisant ainsi la pollution liée aux transports longue distance) et 36% à consommer davantage de produits bios.

[11] https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/

QU'ENTEND-ON VRAIMENT PAR « LOCAL » ?

La plupart des MLC circulent dans des bassins d'activité dont la taille est inférieure au département. Depuis quelques années, nombre de réflexions les animent quant à l'échelle territoriale la plus pertinente à adopter. Dernièrement, ce questionnement a par exemple conduit les monnaies bretonnes à converger vers un projet de monnaie numérique régionale, et les monnaies d'Occitanie à constituer une association pour les représenter au niveau régional. De même, les associations porteuses de La Roue dans le Sud-Est sont structurées autour d'une fédération régionale afin de mutualiser certaines ressources.
Ceci étant dit, un ancrage local plus circonscrit reste indispensable. Même les monnaies de taille régionale, comme La Pive en Franche-Comté, s'organisent autour de groupes locaux correspondant à des bassins de vie. Ces derniers sont alors définis en fonction de la perception des acteurs locaux de ce qui constitue, pour eux, un territoire dans leur vie quotidienne.

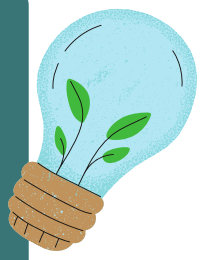
Plus du tiers des utilisateurs particuliers ont également répondu qu'ils se fournissaient davantage en produits bio, sans pesticides, respectueux de l'environnement et de la santé et qu'ils achètent davantage en vrac, limitant ainsi la nuisance écologique des emballages. De plus, 69 % se rendent moins qu'avant dans les grandes surfaces et plus de la moitié (51 %) déclarent avoir diminué leurs achats en ligne[12].

Production responsable et amélioration des pratiques

Pouvoir consommer responsable implique de pouvoir se tourner vers des professionnels qui eux-mêmes prennent en compte le respect de l'environnement tout au long du cycle de vie du bien ou du service qu'ils proposent. Cela va, entre autres, de la conception de leurs produits à la gestion de leurs déchets, en passant par le choix de leurs fournisseurs.

84%

des répondants professionnels à l'enquête disent avoir, depuis leur adhésion à la monnaie locale, adapté leurs méthodes de travail pour réduire leur impact environnemental, par exemple en se tournant vers un fournisseur d'énergie verte.



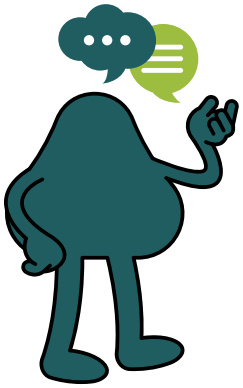
Si on peut penser que ces professionnels étaient déjà sensibilisés aux enjeux environnementaux avant leur adhésion à la MLC, la moitié d'entre eux estime néanmoins avoir encore des marges d'amélioration. Ici, les associations de monnaies locales jouent un rôle déterminant. D'abord, le réseau qu'elles constituent favorise l'intérêt pour les enjeux écologiques et le partage des bonnes pratiques[13]. Ensuite, elles accompagnent souvent leurs adhérents professionnels dans l'amélioration de leurs pratiques, comme c'est le cas dans les exemples suivants.

[12] Cette baisse de fréquentation des grandes surfaces et des plateformes d'achat en ligne est motivée, selon de nombreux répondants, par leur désaccord avec un modèle jugé comme poussant à la consommation et à l'artificialisation des sols.

[13] A travers des campagnes de sensibilisation, l'organisation d'ateliers professionnels abordant ces enjeux (par exemple, un atelier sur les politiques d'achats éthiques), ou la mise en liens directe des professionnels identifiés comme pouvant s'enrichir mutuellement sur ce point.

Deux actions mises en place par Le Lien, monnaie locale du bassin stéphanois, illustrent bien cette ambition de faire évoluer les pratiques. Premièrement, chaque professionnel qui intègre le réseau est invité à réaliser un autodiagnostic de ses pratiques et peut être accompagné par l'association pour les améliorer. Deuxièmement, pour les structures qui souhaitent entrer dans une démarche profonde d'amélioration, Le Lien a mis en place, en partenariat avec un bureau d'étude, un dispositif de diagnostic et d'accompagnement de leur démarche RSE (Responsabilité Sociale Environnementale).

Jérôme Vouzelaud, gérant de l'entreprise « Passion Menuiserie », nous partage ce que lui a apporté l'accompagnement du Lien sur ces questions :



> Sensible aux questions environnementales, j'ai toujours souhaité engager ma société dans cette voie. Nous avions déjà fait des choix en ce sens : bois issus de forêts gérées durablement pour les menuiseries et les terrasses, tri des déchets... Le diagnostic environnemental m'a permis d'élargir ma vision en découvrant tous les champs d'action possibles, notamment économiques et sociaux. Cet état des lieux m'a conforté dans ma volonté de nous engager dans une transition écologique et environnementale, car chaque pierre apportée à l'édifice compte. Toutes les préconisations, que parfois je ne soupçonnais pas, m'ont interpellé et vont trouver une suite au sein de l'entreprise à plus ou moins long terme.

Parmi les mesures mises en place, « Passion Menuiserie » encourage désormais sa clientèle à favoriser les essences tempérées plutôt qu'exotiques, notamment pour lutter contre la déforestation et va intégrer dans sa gamme du « Douglas », une essence de bois très locale.

Exemples divers : défis écologiques et bonnes pratiques...

Démarche un peu différente, La Pêche (Île-de-France) valide avec ses nouveaux adhérents professionnels des objectifs à atteindre, notamment en termes d'écologie. Ces objectifs sont revus tous les deux ans, deux ans pendant lesquels l'association porteuse de la MLC conseille et accompagne le professionnel, par exemple en le mettant en contact avec de nouveaux fournisseurs inscrits dans une démarche alternative.

De même, les professionnels de La Doume (Puy-de-Dôme) et du Florain (région nancéenne), s'ils ne disposent pas de fournisseurs locaux, sont invités à relever un défi pour améliorer leurs pratiques. Une boutique qui commercialise du thé ou du café, par exemple, pourra s'engager à mettre en œuvre une politique de réduction de ses déchets.
La Roue (PACA) et le SouRiant (Aude), quant à elles, accompagnent les professionnels dans leur démarche RSE et ont édité pour cela un « Guide des bonnes pratiques » qui leur permet de s'auto-évaluer

Consolidation des filières locales et investissements écologiques

Si les réflexions entamées à l'occasion de ces diagnostics conduisent les professionnels à modifier leurs propres pratiques, il est intéressant de comprendre que le travail d'accompagnement des monnaies locales a des répercussions positives au-delà du professionnel ciblé. En effet, l'analyse des pratiques conduit souvent les professionnels à repenser leurs circuits d'approvisionnement et à travailler davantage avec des fournisseurs partageant leurs valeurs. Ainsi, c'est progressivement l'ensemble des filières qui bénéficie de l'accompagnement initié par l'association de monnaie locale.

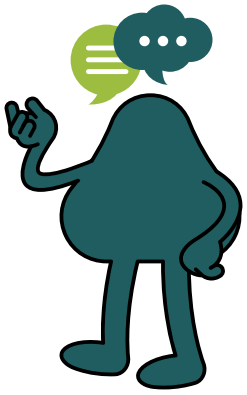
Depuis leur adhésion à la monnaie locale,

64% des professionnels déclarent avoir pris davantage en compte les pratiques environnementales de leurs partenaires commerciaux.

23% déclarent avoir augmenté la proportion de leurs partenaires commerciaux situés à moins de 150 km de chez eux.

De plus, certaines monnaies locales vont encore plus loin en contribuant à la création de filières là où elles n'existaient pas.

La Doume : malterie et consigne de verre. Angèle Dransart, de La Doume, témoigne :



"A la Doume, nous avons plusieurs micro brasseries. Elles récupèrent énormément de doumes car les bars, les restaurants, les magasins bio où elles sont distribuées leur en reversent. Nous nous sommes rendu compte qu'elles reconvertissaient[14] beaucoup donc nous leur avons demandé ce qui leur manquait pour qu'elles puissent utiliser leurs doumes. Elles ont répondu qu'elles avaient besoin de malt local (elles se fournissaient en Alsace) et d'une possibilité de laver leurs bouteilles en verre pour faire de la consigne.
Or, il se trouve qu'une malterie s'installait justement dans le département. Nous nous y sommes donc rendus et l'avons intégrée dans le réseau.
Côté laverie de contenants en verre, en revanche, il n'y avait rien. Un groupe de bénévoles de la Doume s'est alors mis à travailler sur le sujet et a commandé une étude de faisabilité à des étudiants. Sa diffusion a attiré l'attention de collectivités et de professionnels eux aussi intéressés par la consigne. Le projet a ainsi fait boule de neige et s'est détaché du giron de la Doume pour mener sa vie propre. **Cette année, le projet s'est concrétisé par la création d'une coopérative dans laquelle nous avons pris des parts, pour aider à financer les investissements à venir.**"

[14] La « reconversion » est le processus par lequel les professionnels qui disposent d'un trop plein de monnaies locales peuvent les reconvertir en euros. Les associations de MLC accompagnent leurs adhérents à réduire ce phénomène de « fuite monétaire », notamment par un travail sur les filières.

L'exemple de La Gabare : vers une filière low-tech en Touraine ?

La monnaie locale La Gabare et les associations « Zéro déchet Touraine » et « Low-Tech Touraine » ont réfléchi ensemble au printemps 2020 à la mise en place d'une filière locale et artisanale de production d'objets low-tech. Bruno Olivier de la Gabare témoigne : « L'idée était de participer à l'élaboration d'une économie socialement et écologiquement utile. Un financement participatif devait permettre trois types d'actions : un crédit social aux plus démunis, des bons d'achat à dépenser auprès des professionnels de La Gabare et la création d'une filière artisanale low-tech[15]. Malheureusement, ce projet est pour l'instant en stand-by du fait du contexte sanitaire mais ce n'est que partie remise ! »

En complément de ces exemples, on peut mettre en lumière l'action des monnaies locales en faveur d'une filière énergétique verte. Alors que nombre de MLC invitent leurs adhérents professionnels à opter pour un fournisseur d'électricité renouvelable[16], certaines monnaies locales contribuent directement à l'essor de la filière. C'est le cas, notamment, du Lien et de la Doume.

L'exemple du Lien : cofinancement d'une centrale solidaire…

Le Lien (région stéphanoise) est à l'origine d'un partenariat original ayant permis le cofinancement d'une centrale solaire (GAEC de l'Esparcette) en collaboration avec la coopérative ERE43 (énergies renouvelables et environnement Haute-Loire). **Comme dans l'exemple précédent, la monnaie locale a fait effet de levier sur le financement de la centrale** en mobilisant pour celui-ci son réseau citoyen. Cerise sur le gâteau : l'électricité produite par l'Esparcette sera revendue aux membres du réseau en monnaie locale.

La Doume, sociétaire d'une coopérative énergétique…

De même, la Doume a encouragé la création d'une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) de production d'énergie renouvelable, 'Toi et toits', laquelle en a rendu compte sur son site en soulignant la richesse de ce partenariat allant au-delà d'un soutien financier : « La Doume nous a invités à présenter notre projet lors de son Assemblée générale du 14 mars 2020. Au terme de notre rencontre, elle a décidé d'investir deux mille euros en parts sociales dans la coopérative 'Toi et Toits'[17]. Un bon coup de pouce pour notre projet ! **Plus encore que la valeur de l'investissement, c'est le soutien d'une association reconnue dont les valeurs font écho aux valeurs de 'Toi et Toits'.** Merci aux personnes de la Doume de nous faire confiance. »

(15) Les objets « low-tech » se veulent utiles, durables et accessibles ; par opposition à ceux issus de la « high tech »

[16] Fournisseurs qu'il est parfois possible de payer en monnaie locale, comme c'est le cas pour La Gonette, dans la région lyonnaise.

[17] https://www.toi-toits.fr/la-doume-et-toi-et-toits/

En bref...

En définitive, les exemples ne manquent pas pour démontrer l'engagement des monnaies locales dans la transition environnementale. Nous avons vu qu'elles encouragent à la fois une consommation et une production durables, qu'elles permettent de renforcer ou développer les filières locales et qu'elles soutiennent ou initient des projets écologiques. **Elles constituent ainsi indéniablement un levier à disposition des territoires pour enclencher et renforcer leur transition écologique.**

Dans de nombreux cas, leur contribution écologique est rendue possible par des coopérations avec d'autres acteurs du territoire spécialisés dans des domaines tels que la RSE ou l'énergie. **On comprend alors qu'une coopération plus étroite avec des acteurs structurants renforcerait leur impact. Citons par exemple les CMA** (Chambres de Métier et de l'Artisanat) qui proposent, pour certaines, un accompagnement RSE à leurs membres et qui pourraient inclure les monnaies locales dans leurs programmes. Mentionnons également **des acteurs tels que l'ADEME** ou les Agences Locales de l'Energie et du Climat, dont l'expertise et les réseaux peuvent venir en soutien des MLC et se trouver renforcés par elles. Notons enfin l'intérêt de coopérer **plus largement avec les acteurs de l'ESS** pour le développement desquels la prise en compte des enjeux écologiques est désormais indispensable.

DYNAMISER L'ÉCONOMIE LOCALE

Après avoir mis en lumière l'utilité des monnaies locales dans les domaines démocratique, solidaire et écologique, voyons à présent comment celles-ci impactent l'économie, à la fois quantitativement et qualitativement.

Nous verrons dans un premier temps que si les volumes de monnaies locales en jeu sont encore faibles, l'architecture monétaire de celles-ci leur confère un très fort potentiel de dynamisation des économies locales. En effet, **leur fonctionnement permet à la fois d'accroître les revenus du territoire et d'abonder de nouveaux circuits d'investissements responsables, à hauteur d'un euro pour chaque unité de MLC en circulation.**

Dans un deuxième temps, nous montrerons que l**es valeurs et la solidité des réseaux d'adhérents aux monnaies locales permettent en outre la création de liens économiques renforcés** entre les adhérents. Ainsi, par exemple, 30% des professionnels adhérents aux MLC ont déjà tranché en faveur d'un partenaire commercial en raison de son utilisation de la monnaie locale.

L'architecture monétaire des MLC : un « boost » pour l'économie

Supplément de revenus pour les territoires

Si le montant total de monnaie locale en circulation reste encore très faible en comparaison de l'euro[18], on comprend néanmoins que l'impact des MLC sur l'économie locale est démultiplié par le fait que celles-ci ne peuvent être dépensées que localement.

En effet, l'économiste Justin Sacks[19] compare l'économie territoriale à un seau percé, irrigué par des revenus. Pour maintenir le seau plein, il existe deux solutions : y verser des revenus plus rapidement ou réduire les fuites. Or, les caractéristiques de l'euro génèrent des fuites monétaires importantes. D'abord, une partie non négligeable des revenus en euros s'évapore dans la finance spéculative, au détriment de l'économie réelle[20]. Ensuite, lorsqu'ils restent dans l'économie réelle, rien ne garantit que ces revenus soient redépensés dans leur territoire d'origine.

[18] Le rapport du laboratoire Triangle fait état d'une masse monétaire totale en circulation estimée fin 2019 à l'équivalent d'un peu plus de 4,4 millions d'euros. Aujourd'hui, en mars 2021, la barre des 5 millions a été dépassée.
[19] Sacks, Justin. 2002. The Money Trail: Measuring Your Impact on the Local Economy Using LM3. London: New Economics Foundation. pp118
[20] L'« économie réelle » désigne une activité économique concrète et transparente reliant des citoyens, des entreprises et des collectivités qui produisent et consomment réellement des biens et services.

A contrario, en excluant de leurs réseaux les acteurs économiques aux pratiques délétères (spéculation, évasion fiscale, etc.), et en délimitant le périmètre de circulation de la monnaie, les MLC contribuent, à leur échelle, à réduire le problème de fuites monétaires que l'on observe en euro. Les adhérents des MLC (particuliers, professionnels, collectivités,...) sont en effet encouragés à redépenser leurs revenus en MLC auprès d'acteurs locaux (fournisseurs, salariés, commerces, prestataires, fonctionnaires,...), eux-mêmes invités à les redépenser localement, et ainsi de suite. Il découle donc des paiements en monnaies locales une cascade de revenus locaux, augmentant la circulation de la richesse au sein du territoire et renforçant l'économie locale.

Une cascade de revenus en faveur des fournisseurs et prestataires

70%

des adhérents professionnels déclarent ne jamais reconvertir en euros la monnaie locale qu'ils reçoivent : 41% l'utilisent en premier lieu pour le paiement de leurs fournisseurs ou prestataires et 35% pour leurs dépenses personnelles.

Le paiement partiel des salaires en MLC, pour les employés volontaires, est quant à lui plus faible : seuls 8% des adhérents professionnels disent y recourir.
Il y a là une opportunité à saisir pour les monnaies locales : en effet, une généralisation du paiement partiel des salaires en monnaie locale est très certainement l'un des leviers majeurs de leur changement d'échelle, tout autant qu'un véritable soutien à l'économie locale.

Oriane Lafuente-Sampietro[21] a ainsi pu estimer les « multiplicateurs locaux » de deux monnaies locales, tous les deux supérieurs à 2 alors que ceux habituellement estimés pour leur territoire de référence se situent entre 1,3 et 1,6[22]. Cela signifie que le versement d'un revenu initial de 1 000 € en monnaie locale engendrera 2 000 € de revenus pour le territoire, là où un revenu initial de 1000 € versé en euro ne générera localement que 1 300 € à 1 600 €.

Grâce à un « multiplicateur local » renforcé, un paiement en monnaie locale génère davantage de revenus sur le territoire qu'un paiement en euro.

Et abondement de nouveaux circuits d'investissement

Nous venons de voir que par leur périmètre de circulation restreint, les monnaies locales contribuent à réduire les fuites monétaires. A présent, voyons comment elles actionnent également le deuxième levier évoqué par l'économiste Justin Sacks pour « maintenir rempli le seau de l'économie locale » : injecter davantage de monnaie sur le territoire.

Cette injection de monnaie supplémentaire est rendue possible par le «mécanisme de change»[23] et par l'usage que les associations de MLC font des euros qui leur sont confiés en échange de monnaie locale. En effet, ces euros sont déposés auprès d'établissements financiers qui investissent dans l'économie locale (ou dans l'économie sociale et solidaire, dont on sait qu'elle se caractérise par un ancrage territorial fort).

[21] Lafuente-Sampietro, Oriane. 2021. « Measuring the income impact of local convertible currencies: Computing multipliers for local convertible currencies community ». Working Paper, Université Lyon 2, UMR5206 Triangle.
[22] Florentin, Arnaud and Boris Chabanel. 2016. "L'effet multiplicateur local, un levier incontournable pour inspirer le développement des territoires", Note de position #7, Utopies
[23] L'obtention de monnaie locale se fait par le change d'euros en MLC, au taux fixe de 1 pour 1.

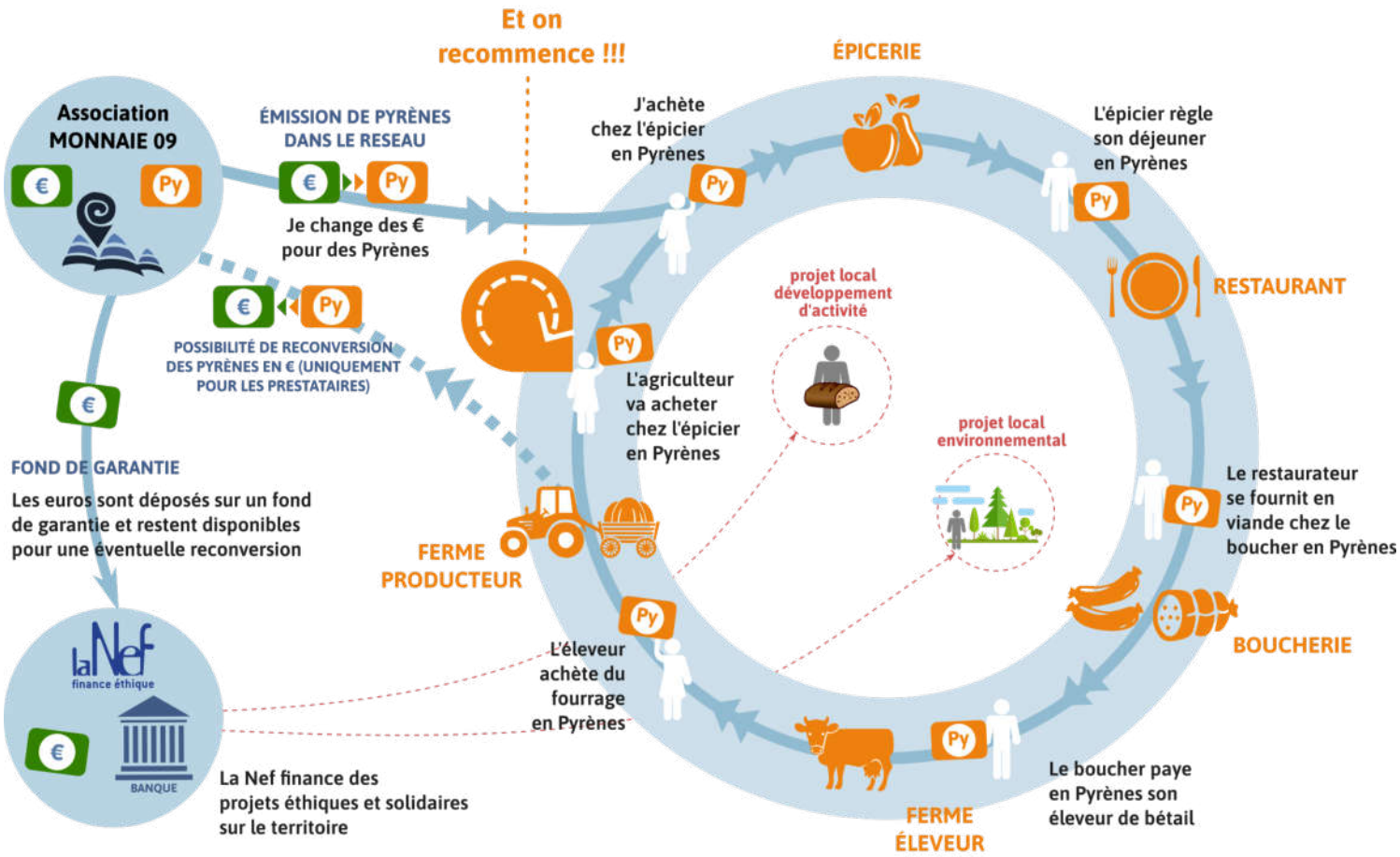
Ainsi, qu'ils soient déposés dans des banques éthiques ou de l'économie sociale solidaire, dans des Crédits Municipaux (comme à Toulouse), dans des coopératives financières (le Naf, en Bretagne) ou dans des fonds d'investissement solidaire (Herrikoa, au Pays Basque), ces euros sont réinjectés dans l'économie de proximité par le biais de l'investissement responsable.

> Grâce au « mécanisme de change », l'usage de la MLC permet de doubler la quantité de monnaie disponible pour l'économie locale.

On comprend alors que l'usage des MLC permet de doubler la quantité de monnaie disponible pour l'économie locale. Là où, à l'origine, seuls 10 € étaient disponibles sur le territoire, la conversion de ces 10 € en 10 unités de MLC permet d'avoir, d'une part, 10 unités de MLC en circulation et, d'autre part, 10 € désormais disponibles pour de l'investissement.

De plus, à cet impact quantitatif s'ajoute un impact qualitatif puisqu'à la fois la monnaie locale et les euros réinvestis circuleront dans des circuits responsables. L'usage de la monnaie locale permet donc l'émergence de ce que l'on peut qualifier de « double circuit vertueux de la monnaie » : un circuit de consommation rendu éthique par le fléchage des MLC vers des activités responsables, et un circuit d'investissement responsable constitué par les euros déposés dans les établissements financiers partenaires.

Exemple de la Pyrène, monnaie locale d'Ariège, pour illustrer le double circuit vertueux de la monnaie...



ALLER ENCORE PLUS LOIN AVEC LA NEF

Du fait de leur proximité de valeurs, la Nef et les monnaies locales sont des partenaires de longue date. La banque éthique héberge ainsi « les fonds de garantie »[24] de plusieurs dizaines de monnaies locales.

Depuis 2018, pour renforcer l'impact de ces fonds, la Nef s'engage à investir sur le territoire des MLC au moins le double du montant de ces fonds. Ainsi, alors que nous évoquions plus haut un « doublement de la quantité de monnaie disponible localement », on constate, pour les monnaies locales dont le fonds est hébergé à la Nef, un « triplement » : un euro converti en MLC permet la mise en circulation d'une unité de monnaie locale, plus l'investissement de deux euros sur le territoire.

En accord avec les principes de la Nef, les projets financés ont tous une plus-value écologique, sociale ou culturelle.

> Compte tenu du volume total de monnaie locale en circulation, ce sont déjà 5 millions d'euros d'investissement « bonus » qui sont venus enrichir l'économie réelle et locale.

A la lecture de ce qui précède, le potentiel des monnaies locales en termes d'impact économique apparaît évident. Si l'ensemble des acteurs (publics et privés) d'un territoire s'en emparait, la quantité de monnaie locale irait en augmentant rapidement et les investissements suivraient dans les mêmes proportions. Ajoutons à cela le fait que les paiements en monnaies locales génèrent davantage de revenus pour les acteurs locaux que les paiements en euros, et c'est bien l'ensemble de l'économie locale qui s'en trouverait renforcée.

Mais outre cet aspect lié à l'architecture monétaire des MLC, c'est aussi la force de leurs réseaux et des valeurs qui les animent qui leur permettent d'impacter à la fois quantitativement et qualitativement l'économie locale.

L'atout des valeurs partagées et du réseau

Renforcement de l'économie réelle et locale

L'« économie réelle » désigne une activité économique concrète et transparente reliant des citoyens, des entreprises et des collectivités qui produisent et consomment réellement des biens et services. Elle s'oppose à l'« économie spéculative » dont on peut observer les dérives dans certaines sphères financières.

Le soutien à l'économie réelle et la lutte contre la spéculation sont deux principes moteurs de l'action des monnaies locales, notamment en matière d'éducation à la citoyenneté. Cela se traduit directement dans les habitudes de consommation de leurs adhérents particuliers : 48 % d'entre eux affirment acheter davantage localement depuis qu'ils ont adhéré à la MLC.

[24] Où sont déposés les euros échangés contre la monnaie locale

Véritable plus-value pour les membres du réseau

Pour encourager le soutien à l'économie locale, la grande majorité des MLC favorise la mise en lien de leurs membres par différents canaux : référencement des professionnels via des annuaires et des cartographies en ligne, organisation de marchés réservés aux professionnels du réseau, organisation d'« apéro-pros » pour encourager le réseautage,...

Il résulte de ces actions que 66 % des utilisateurs de MLC disent aller prioritairement chez des professionnels du réseau et 19 % déclarent fréquenter de nouveaux professionnels grâce à la MLC. De plus, un peu plus d'un quart d'entre eux affirment avoir déjà tranché entre deux professionnels du fait de leur utilisation ou non de la monnaie locale. Mais les monnaies locales ne se contentent pas d'orienter la consommation des ménages : elles contribuent également à flécher les dépenses professionnelles vers les membres du réseau. Ainsi, 30% des professionnels adhérents aux MLC ont déjà tranché entre deux partenaires commerciaux potentiels du fait de leur acceptation ou non de la MLC[25] .

Ceci a un effet positif direct sur l'économie du réseau : 22 % des professionnels affirment noter un effet visible sur leur chiffre d'affaires et 24 % pensent également que la monnaie locale leur a significativement permis de fidéliser une partie de leur clientèle.

Enfin, il est intéressant de noter que si 70% des professionnels déclarent utiliser majoritairement la MLC pour payer leurs fournisseurs au sein du réseau, 26% disent quant à eux privilégier l'euro. Ainsi, l'impact des monnaies locales sur le chiffre d'affaires des professionnels dépasse le chiffre réalisé en monnaie locale et inclut également une partie des montants en euros perçus grâce aux actions de mise en lien et valeurs partagées au sein du réseau.

Indéniablement, l'animation d'un réseau d'acteurs fondé sur des valeurs communes permet aux monnaies locales de renforcer, en quantité et en qualité, l'activité de leurs adhérents.

MAIS QUI SONT LES PROFESSIONNELS DU RÉSEAU ?

- Ils sont issus de secteurs d'activités très divers : agriculture, commerce, conseil en entreprise, restauration[26]...
- 22% sont des structures de l'ESS
- 60% ont moins de 3 ans d'existence
- Ils comptent en moyenne 3,3 salariés et la plus grande entreprise adhérente en compte 130
- 60% ont un chiffre d'affaires inférieur à 100 000€ ; 6% supérieur à 1 million d'euro
- 100% sont engagés pour la transition !

[25] 15% le font « souvent », 15% le font « parfois »

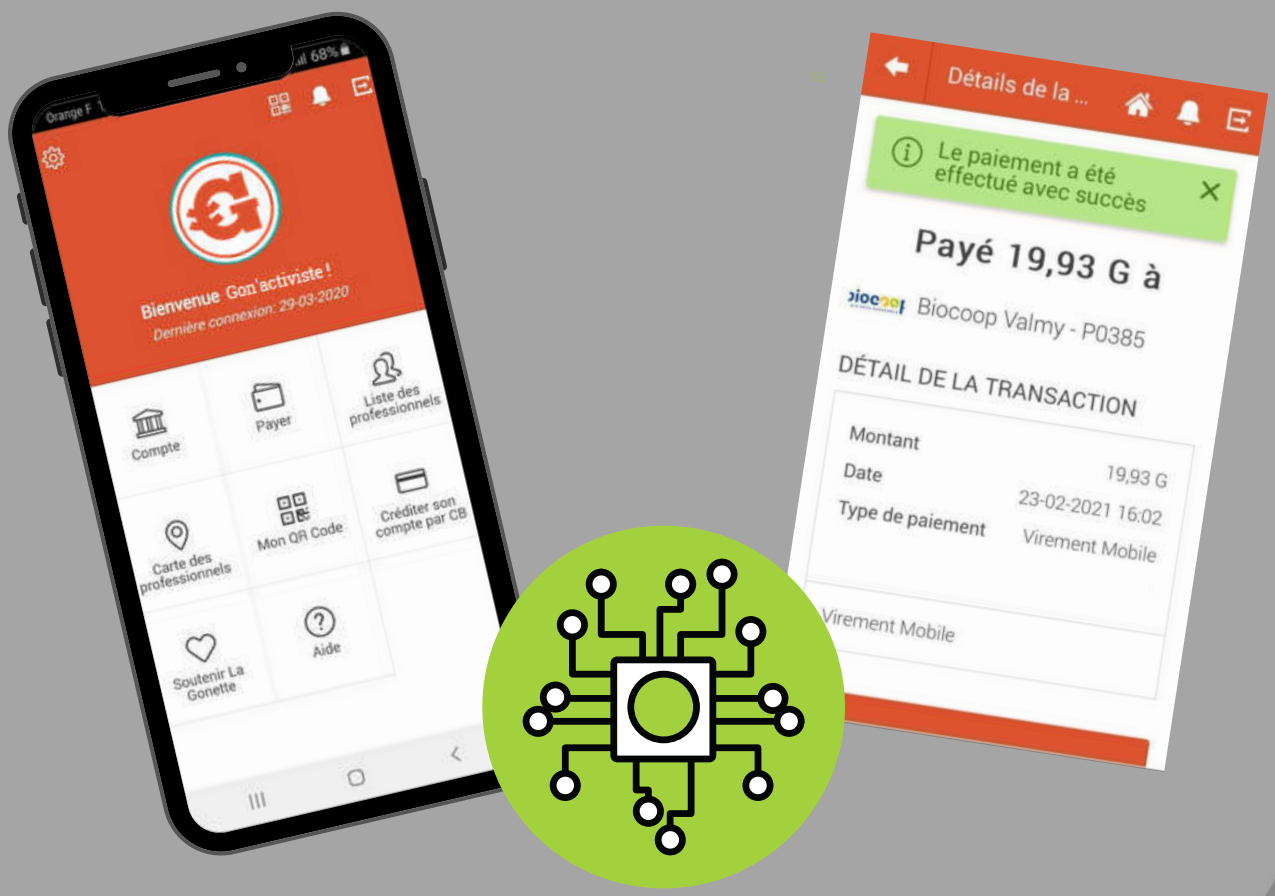
[26] Cf. annexe « Regard sur les répondants » pour plus de détails sur les professionnels répondants

Monnaies numériques : l'amorce du changement d'échelle ?

En dix ans, plus de quatre-vingts monnaies locales ont éclos en France, pour la quasi-totalité sous forme papier. Depuis 2018, néanmoins, un nombre croissant d'entre elles opèrent leur « passage au numérique ». Présentons ici brièvement les enjeux relatifs à cette évolution majeure.

Tout d'abord, commençons par préciser que **le passage à la monnaie numérique se fait en *complément* de la monnaie papier, et non pas en *remplacement* de celle-ci.** En effet, les coupons-papiers ont une double importance. D'abord, parce que leur conception exige de longues délibérations (graphisme, taille…), ils sont, au moment du lancement de la monnaie, l'un des premiers sujets permettant de faire vivre la démocratie participative au sein de l'association. Ensuite, ils constituent un outil à la fois pédagogique et symbolique fort, à l'heure où la virtualisation de l'économie semble parfois faire perdre à cette dernière tout lien avec la réalité.

Ceci étant dit, de nombreux retours de terrain, tant du côté des particuliers que des professionnels, rapportent que l'utilisation de la monnaie locale papier est trop contraignante. Ainsi, le passage au numérique est une réponse au besoin formulé par les adhérents de faciliter l'usage de la MLC. **Concrètement, une application mobile (et, de façon facultative, une interface web) permet de gérer sa monnaie de façon simple et intuitive**[27] : en quelques clics, on peut payer un commerçant ou un fournisseur, créditer son propre compte, consulter l'historique de ses transactions, trouver un professionnel sur la cartographie interactive des membres du réseau, prévoir des paiements récurrents ou effectuer des paiements différés…



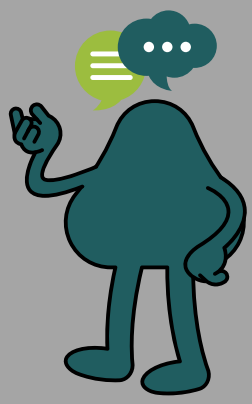
[27] La technologie monétaire sous-jacente est tantôt une blockchain, tantôt une solution centralisée.

Aujourd'hui, une dizaine de monnaies locales sont dotées d'une monnaie numérique. La première d'entre elle est apparue en 2015, mais la majorité d'entre elles se sont digitalisées entre novembre 2019 et aujourd'hui. Pour les plus anciennes, l'impact du passage au numérique est indéniable.
Au Pays Basque, par exemple, l'eusko, lancé en 2013 sous forme papier, avait atteint une masse monétaire de 500 000 eusko en mars 2017, date du lancement de l'eusko numérique. Un an plus tard, 300 000 eusko numériques avaient été émis.
Aujourd'hui, alors que la quantité d'eusko papier s'est stabilisée autour de 500 000, le volume d'eusko numériques est de 1 900 000 et plus de 120 000 eusko sont crédités chaque mois automatiquement sur les 2 300 comptes ouverts par des particuliers.

Notons également que la digitalisation permet l'adhésion de nouveaux profils d'utilisateurs. C'est le cas, notamment, de certains professionnels qui étaient dans l'impossibilité d'utiliser la monnaie papier, ou **des collectivités publiques qui voient leur usage des monnaies locales grandement facilité par l'arrivée du numérique.** Ainsi, au-delà d'un changement d'échelle quantitatif, la monnaie numérique permet une évolution qualitative en rendant la monnaie locale accessible à une plus grande diversité d'acteurs désireux de concourir à la transition de leur territoire.

Cependant, si le passage au numérique semble être un prérequis au changement d'échelle d'une monnaie locale, **il est important de souligner l'ampleur de la tâche à accomplir. Dante Edme-Sanjurjo, directeur général de l'Eusko, souligne ici :**

> J'attire l'attention sur un point : le numérique, ce n'est pas juste créer des comptes numériques et un ou des systèmes de paiement. Cela ne suffit pas. Il n'y aura pas de développement lié au numérique si l'outil n'est pas accompagné de campagnes de mobilisation, d'accompagnement de terrain et d'outils et de moyens humains pour cela. Nous pensions que le passage au numérique allait attirer spontanément mais ce phénomène s'est avéré limité et il faut continuer à aller chercher les gens, y compris les adhérents utilisant déjà le billet et qu'il faut faire passer au numérique. C'est beaucoup de travail, mais ça marche, nos chiffres le montrent !



A la lecture de ces paragraphes, on comprend que la digitalisation des monnaies locales offre de belles perspectives en termes de changement d'échelle. Néanmoins, elle demande d'importants moyens humains et financiers, de même que des méthodes et des outils efficaces pour assumer la montée en charge de l'activité. **Enfin, nous comprenons que l'outil numérique seul ne suffit pas : il faut encore aider l'ensemble des acteurs locaux à se l'approprier.**

En bref...

En résumé de ce registre, on peut retenir que si les volumes de monnaies locales en circulation sont encore trop faibles pour avoir un impact majeur à l'échelle des territoires, **les MLC renferment un potentiel extrêmement puissant déjà perceptible au sein de leurs réseaux d'utilisateurs.**

Ce potentiel s'explique, premièrement, par leur architecture monétaire. Celle-ci engendre un **« double circuit vertueux de la monnaie »** : celui d'un circuit de consommation rendu plus dynamique par l'effet multiplicateur des monnaies locales, et celui d'un nouveau circuit d'investissement responsable abondé par les fonds de garantie.

De plus, les valeurs que les MLC promeuvent et les réseaux qu'elles animent multiplient et consolident les liens économiques locaux, encourageant les relations commerciales au sein d'un réseau donné. **Ainsi, 22 % des professionnels adhérents estiment que la monnaie locale a un effet visible sur leur chiffre d'affaires.** On comprend aisément que plus le réseau sera étendu, plus l'impact des MLC sera important.

Pour continuer leur développement, les associations de monnaies locales ont donc besoin de ressources humaines, salariées et bénévoles, qui œuvrent au quotidien à étoffer leur réseau de sorte qu'il dépasse le cercle des premiers sympathisants, mais elles ont également besoin de faciliter l'utilisation de leurs monnaies. Pour cela, **elles travaillent au développement de monnaies numériques qui suscitent l'engouement de nouveaux utilisateurs et permettent d'accroître rapidement le volume de monnaie en circulation.**

Néanmoins, le véritable changement d'échelle des monnaies locales ne se fera que par leur appropriation par l'ensemble des acteurs territoriaux. Ainsi, **l'une des manières les plus sûres pour renforcer leur impact est de les articuler à d'autres dynamiques de territoires, ce que permet justement leur caractère transversal.**

RENFORCER LES DYNAMIQUES TERRITORIALES

Le caractère transversal des monnaies locales est désormais évident : comme nous l'avons vu, elles ont des impacts positifs sur la citoyenneté, la solidarité, la transition écologique et l'économie.

Dans ce dernier chapitre, nous verrons **de nombreux exemples d'articulations des monnaies locales à d'autres dynamiques territoriales de transitions portées notamment par les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les collectivités publiques.** Nous verrons alors que la transversalité des MLC en fait de véritables leviers de transitions territoriales. En montrant les impacts très significatifs de ces articulations innovantes, nous mettrons en lumière que **les MLC renferment un puissant potentiel, qu'il s'agit désormais d'activer en renforçant leurs liens avec les acteurs structurants des territoires.**

Ainsi, après avoir montré que les **MLC participent au rayonnement de leur territoire,** nous expliquerons comment **elles permettent de réunir des acteurs variés autour de projets communs.**

Puis, après avoir rappelé l'intérêt d'un rapprochement entre monnaies locales et acteurs de l'ESS, **nous verrons de nombreux exemples par lesquels des collectivités locales ont choisi de soutenir la monnaie de leur territoire** : acceptation de la monnaie dans les services publics, articulation des MLC à diverses politiques publiques locales... Nous verrons alors que ces soutiens publics se font toujours au bénéfice du territoire.

Enfin, nous présenterons de quelles manières les collectivités peuvent soutenir efficacement une MLC pour renforcer ses impacts au profit du territoire (adhérer à l'association, communiquer sur son intérêt, cibler des appels à projets sur les monnaies locales en lien avec les enjeux du territoire...)

Rayonnement territorial

Les monnaies locales concourent tout d'abord à la visibilité du patrimoine économique et culturel de leur territoire. Lors des événements qu'elles organisent, dans leur communication ou au sein des réseaux qu'elles constituent, elles mettent en lumière les entreprises et savoir-faire locaux et soutiennent la culture locale. Un exemple phare est celui de l'Eusko, au Pays Basque, où les adhérents professionnels, à leur entrée dans le réseau, choisissent entre deux défis : l'un environnemental, l'autre en faveur de la langue basque, comme par exemple le double affichage français-euskara dans leur local.

80%
de répondants disent avoir découvert d'autres aspects de leur territoire (lieux, monuments, artisans, etc.) à travers l'usage de la monnaie locale.

Un autre exemple de mise en lumière du patrimoine culturel local, répandu chez un nombre très important de MLC, est de choisir un nom de monnaie en lien avec l'histoire du territoire. Ainsi, vous pourrez payer en gonette à Lyon (ville des Gones), en krôcô à Nîmes (le crocodile étant l'emblème de la ville), en pive en Franche-Comté (fruit du conifère très présent dans la région), etc. Or, le choix du nom de la monnaie donne souvent lieu à une vaste consultation citoyenne[28]. Par ce biais, les monnaies locales permettent donc de renforcer le sentiment d'appartenance à un territoire. De façon similaire, on retrouve représentés sur les coupons-billets de monnaies locales des monuments, des lieux ou des personnalités emblématiques d'un territoire.

Pour autant, ce sentiment d'appartenance n'a rien d'un repli sur soi, au contraire : 73% des répondants disent avoir déjà parlé de leur MLC *en dehors* de leur territoire ! A travers ce chiffre, on mesure à quel point les monnaies locales jouent également un rôle de promotion du territoire.

L'exemple de l'Eusko : MLC & tourisme durable...

L'Eusko a mis en place une opération "Vacances en eusko » en partenariat avec les Offices de Tourisme locaux afin de promouvoir le tourisme participatif et mettre en avant les acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire. Pour participer au dispositif, il suffit d'ouvrir un compte en ligne sur le site « Vacances en eusko »[29] et de charger ce compte avec sa carte bancaire.
Outre l'annuaire des professionnels (hébergement, loisirs, restaurants...) mis à disposition, la MLC propose un guide de sept circuits 100% eusko, pour aller à la rencontre des brasseurs, artisans, paysans, commerçants, guides de montagne ou autre professionnels engagés au sein du réseau Eusko.
En plus d'impulser de nouvelles coopérations locales, le dispositif a eu de nombreuses retombées médiatiques contribuant positivement à l'image du territoire.

Ainsi, les monnaies locales contribuent de diverses manières au rayonnement de leur territoire, tant auprès de ses habitants qu'auprès d'acteurs extérieurs. Voyons maintenant le rôle qu'elles jouent dans les dynamiques collectives des territoires où elles circulent.

[28] Comme le choix du design des billets, que l'on a vu précédemment

[29] https://moncompte.euskalmoneta.org/fr/vacances-en-eusko

Levier transversal de transitions territoriales

Maillage d'acteurs au service de la transition

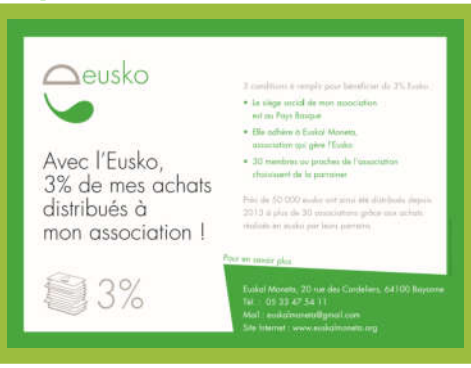
L'une des raisons pour lesquelles les monnaies locales peuvent jouer un rôle moteur dans les dynamiques locales de transition est qu'elles sont un outil transversal, ce qui leur permet de créer du lien entre tous les acteurs du territoire. En effet, 80 % des adhérents particuliers répondent avoir participé à un événement organisé par leur monnaie et 64% affirment s'être intéressés ensuite à d'autres alternatives économiques et citoyennes locales. Côté professionnels, 45% d'entre eux estiment avoir renforcé leurs liens avec des acteurs locaux (entreprises, associations, collectivités locales, organisations formelles ou informelles...) et un tiers déclare avoir développé de nouvelles formes de coopération depuis leur entrée dans le réseau. Enfin, il est intéressant de noter que parmi les bénévoles et salariés des monnaies locales, 80% sont engagés dans un ou plusieurs autres mouvements liés à la transition écologique et solidaire.

Ainsi, par les animations qu'elles proposent, par les espaces de participation citoyenne qu'elles constituent, par les interactions qu'elles entretiennent avec l'ensemble des initiatives de transition, les monnaies locales construisent un réseau de personnes liées par des valeurs fortes. Il en résulte un véritable maillage territorial qui, articulé à d'autres acteurs du territoire, constitue un terreau fertile sur lequel peuvent émerger des dynamiques collectives de transitions territoriales.

Dynamiques collectives de transition

Si le réseau des membres d'une monnaie locale renforce les fondations sous-jacentes d'une transition écologique et solidaire, certains dispositifs mis en place par les associations de MLC en partenariat avec d'autres acteurs du territoire permettent également d'enclencher de puissantes « dynamiques collectives de transitions »[30]. C'est ce que l'on observe, par exemple, sur les territoires où les monnaies locales ont mis en place le dispositif « 3% asso ».

L'exemple du « 3% asso »...



Prenons l'exemple du Pays Basque : quand on adhère à l'Eusko en tant que particulier, on choisit une association locale que l'on souhaite parrainer. Si cette association recueille trente parrainages, elle reçoit tous les six mois un don d'un montant de 3% de l'ensemble des Eusko qui auront été changés par ses parrains. De la sorte, près de 40 000 eusko ont été versés au tissu associatif local en 2020. Une école de Bayonne, par exemple, reçoit environ 1000 eusko par an, qu'elle dépense ensuite dans des activités périscolaires.

Au Pays Basque, ce sont plus de 130 000 eusko de dons qui ont été distribués via le « 3% asso » depuis 2013 à plus de cinquante associations basques (dont près de 40 000 eusko distribués en 2020).

[30] Kirchner, Odile et al. 2020. "Dynamiques collectives de transitions dans les territoires". [Etude]. Le Labo de l'ESS. pp 118. http://www.lelabo-ess.org/-dynamiques-collectives-de-transitions-.html

L'aspect « dynamique collective » est ici très présent : les adhérents d'une monnaie pratiquant le "3% asso" sensibilisent une association de leur choix aux enjeux de la monnaie locale. Ces associations, en retour, sensibilisent leurs adhérents, qui sont pour elles des parrains potentiels. Face à l'augmentation du nombre d'utilisateurs particuliers et associatifs qui en résulte, les professionnels locaux sont d'autant plus enclins à rejoindre le réseau, ce qui facilite l'usage de la monnaie en augmentant le nombre d'endroits où celle-ci est acceptée. *In fine*, ce dispositif consolide les liens entre les diverses parties prenantes du territoire, accompagnées à faire un pas supplémentaire vers la transition écologique et solidaire par l'intermédiaire de la monnaie locale.

A ce jour, les dons de 3% versés en MLC sont financés par la contribution dont s'acquittent les professionnels du réseau lorsqu'ils reconvertissent leur surplus de MLC en euros[31]. Néanmoins, une monnaie locale pourrait choisir de financer ces dons différemment comme, par exemple, par le bais d'une enveloppe de fonds publics dédiée au soutien du tissu associatif local. En allouant une enveloppe à ce dispositif, une collectivité locale ferait d'une pierre deux coups : soutenir à la fois le tissu associatif local et renforcer l'usage, donc les impacts, de la MLC.

Bien entendu, les paramètres de ce dispositif peuvent être adaptés à chaque territoire. Le nombre de parrains, le pourcentage de dons, le type de bénéficiaires... ; tout ceci fait l'objet de délibérations au sein des associations de MLC, permettant à l'ensemble des membres de prendre part à la définition de leur outil monétaire, en fonction des besoins de leur territoire.

Outre le « 3% asso », la liste est longue des exemples de dynamiques territoriales auxquelles concourent les monnaies locales : projet de centrale solaire dans le bassin stéphanois, mise en place d'un « revenu d'autonomie » versé en contrepartie d'activités écologiques dans le Lot-et-Garonne, création d'une filière low-tech en Touraine, plateforme de livraison solidaire à Marseille, etc. On retiendra ici qu'en tant qu'outil transversal, les monnaies locales peuvent s'articuler à des initiatives très diverses, et que leur gouvernance démocratique leur permet de réunir des acteurs variés autour d'un projet de territoire commun. Dès lors, il ne tient qu'aux acteurs du territoire de s'en saisir, étoffant ainsi la palette des solutions dont ils disposent pour construire des territoires plus résilients.

[31] Cette « contribution à la reconversion » est mise en place par un certain nombre de monnaies locales dans l'objectif d'inciter les professionnels adhérents à réutiliser les monnaies locales auprès de leurs fournisseurs, prestataires, salariés, etc., plutôt que de les reconvertir en euros.

MLC et réseaux de l'ESS : des synergies évidentes à construire

A la lecture de ce qui précède, le lien entre monnaies locales et économie sociale et solidaire apparaît comme évident. Au-delà de partager un faisceau de valeurs communes, monnaies locales et ESS se retrouvent sur un ensemble de pratiques qui font leur identité : gouvernance démocratique, ancrage territorial, coopération avec l'ensemble des acteurs environnant, etc.

On constate cependant que les liens entre les deux sont encore assez faibles. En effet, l'enquête du Laboratoire Triangle montre qu'à fin 2019, sur soixante-trois monnaies répondant au questionnaire d'enquête, seulement treize entretenaient des relations avec les acteurs structurants du développement territorial, dont les têtes de réseau de l'ESS[32]. Ceci nous semble pouvoir s'expliquer par l'histoire des deux mouvements. Les monnaies locales sont apparues au début des années 2010, dans un milieu associatif militant. De son côté, l'économie sociale et solidaire, à la même époque, avait comme enjeu de s'institutionnaliser, ce qu'elle a su faire à travers la loi ESS de juillet 2014. Ainsi, alors que les monnaies locales cherchaient à fédérer un premier cercle de sympathisants auprès des réseaux associatifs et des petites entreprises engagées, les réseaux de l'ESS, de leur côté, devaient nouer des partenariats stratégiques avec des acteurs institutionnels.

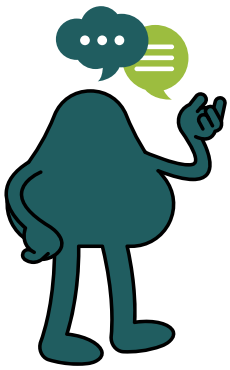
10 ans après l'émergence des premières monnaies locales, un rapprochement avec les réseaux de l'ESS est à l'ordre du jour.

Dix ans plus tard, cependant, le contexte a changé. D'une part, les monnaies locales ont atteint un niveau de maturité qui les amène au seuil de leur changement d'échelle et les invite à tisser de nouvelles alliances. D'autre part, les crises multiples que connaît notre société ont placé la notion de « transition écologique et solidaire » au centre du débat public, invitant, entre autres, les réseaux de l'ESS à s'en saisir. Ainsi, au cours de ces dernières années, on a vu émerger de nouveaux espaces de coopération entre les réseaux citoyens de la transition et les réseaux plus institutionnalisés de l'ESS : «Fabrique des Transitions», «Territoires d'Expérimentations», «République de l'ESS»...

Il semble donc que la coopération des monnaies locales et des réseaux de l'ESS soit désormais à l'ordre du jour. Indéniablement, celle-ci viendrait renforcer l'ensemble des éléments que nous avons vus jusqu'ici. De même, nous allons maintenant voir que l'implication des collectivités territoriales aux côtés des monnaies locales peut avoir un effet majeur sur l'impact de ces dernières.

[32] Blanc, Jérôme, Marie Fare, et Oriane Lafuente-Sampietro. 2020. "Les monnaies locales en France : un bilan de l'enquête nationale 2019-20". [Rapport de recherche] Université Lumière Lyon 2; Sciences Po Lyon. , pp.57.

MLC & Collectivités locales : une coopération au service des territoires



> Au début, je trouvais l'idée d'une monnaie locale amusante. Et puis, quand j'ai compris l'intérêt au niveau local, je l'ai trouvée intéressante. Avec la crise du Covid, elle me paraît désormais indispensable : avoir une monnaie qui incite à consommer dans les commerces de proximité permet de valoriser et soutenir l'économie locale.

Ce témoignage de Nadine Wantz, maire de Rioz (70), est emblématique de la relation entre beaucoup de monnaies locales et leurs collectivités. Au départ, l'intérêt de la MLC ne semble pas couler de source, mais au fur et à mesure que le dialogue s'opère, la monnaie locale apparaît comme un véritable élément de réponse aux enjeux des territoires.

Voyons ici les multiples façons qu'ont les collectivités de soutenir les MLC et ce qu'un soutien public peut apporter au territoire.

Services et dépenses publics : une cinquantaine de collectivités pionnières

Tout d'abord, les collectivités publiques peuvent accepter les monnaies locales en paiement des services publics locaux. Ainsi, il est aujourd'hui possible de se rendre à la médiathèque de Hautes Terres Communauté, dans le Puy-de-Dôme, et de payer en Doume, à la Cité des Arts de Chambéry et de payer en Elef, de régler les transports en commun en Moneko à Nantes ou certaines cantines scolaires du Pays Basque en eusko. Au total, près de cinquante collectivités acceptent déjà les paiements en monnaie locale dans au moins un de leurs services publics. Ce faisant, elles encouragent la circulation de MLC en diversifiant l'offre du circuit local.

De plus, les collectivités ont la possibilité d'opérer une partie de leurs dépenses en monnaies locales[33]. Ainsi, elles augmentent le volume de MLC en circulation et s'assurent que leurs dépenses bénéficient au territoire, puisque les destinataires de la dépense publique sont mécaniquement encouragés à redépenser les MLC auprès d'acteurs locaux.

> En l'utilisant dans les services publics et les dépenses publiques, les collectivités facilitent la circulation de la monnaie locale et en augmentent le volume, renforçant ainsi son impact.

[33] Sur la base du libre consentement des destinataires des paiements, et à condition qu'ils soient adhérents à l'association gestionnaire de la monnaie locale.

Enfin, il est important de noter que l'utilisation de la MLC par la collectivité renforce la crédibilité de la monnaie aux yeux des habitants et du tissu économique : en effet, l'implication de la puissance publique locale est un gage de confiance. Ainsi, en utilisant elle-même la monnaie locale, la collectivité en favorise l'usage par le plus grand nombre et contribue à renforcer l'ensemble des impacts vus jusqu'ici.

Pour aller plus loin, voyons maintenant d'autres formes d'usage de MLC possibles pour les collectivités. Nous comprendrons alors que l'articulation de ces monnaies à diverses formes de politiques publiques locales est l'une des clefs qui permettra de *booster* leurs impacts économiques, écologiques, citoyens et solidaires.

Articulations aux politiques publiques locales

Toute politique publique locale implique des dépenses en direction du territoire, que celles-ci ciblent des habitants (politiques sociales, par exemple), des entreprises (aides économiques ponctuelles), des associations (subventions publiques)... Or, aujourd'hui, la plupart de ces aides sont versées en euros. Autrement dit, l'argent de la collectivité est dépensé localement mais dans une monnaie dont rien ne garantit qu'elle reste sur le territoire. Dès lors, il est possible que l'association bénéficiaire d'une subvention achète le matériel dont elle a besoin sur un territoire voisin, ou que l'entreprise soutenue ponctuellement se tourne vers des fournisseurs d'une autre région (voire d'un autre pays)... Dans ces cas de figure, l'argent public a tôt fait de disparaître du territoire.

L'intérêt de la monnaie locale est de garantir à la puissance publique locale qu'une fois dépensé, son argent restera sur le territoire. Il en alimentera les habitants, les entreprises, le tissu associatif et, bien entendu, consolidera les ressources fiscales associées à ces flux monétaires relocalisés. Un tel circuit vertueux est déjà à l'œuvre dans plusieurs collectivités qui ont fait le choix d'articuler la monnaie de leur territoire à une ou plusieurs politiques publiques. En voici quelques exemples.

POLITIQUE ÉCOLOGIQUE - VALORISATION DES ÉCOGESTES

L'exemple de Grenoble : le tri des bouteilles en verre...

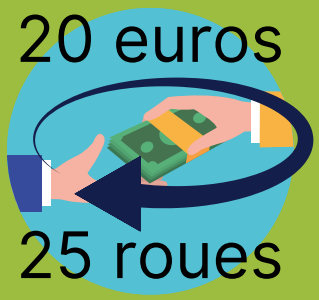
La municipalité de Grenoble a choisi d'expérimenter la solution « Cliiink » pour inciter au recyclage. Un dispositif de colonnes à verre connectées permet aux usagers qui y déposent bouteilles et bocaux d'être récompensés par des points, convertibles auprès de différents partenaires. Parmi ceux-ci, l'association « Le Cairn » offre une adhésion gratuite à sa monnaie locale dès lors que les utilisateurs du système ont cumulé cinquante points. Les usagers optant pour cette contrepartie sont alors amenés à prolonger leurs gestes écologiques à travers une consommation responsable auprès des professionnels adhérents au Cairn.

Dans d'autres villes, des discussions ont lieu avec la collectivité pour que la récompense de l'écogeste initial soit directement versée en monnaie locale, plutôt qu'en points. Un tel système renforcerait encore davantage l'utilisation de la MLC.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE – SOUTIEN À L'ACTIVITÉ LOCALE

L'exemple du Grand Avignon : bonification du change…

Afin de soutenir une économie locale fortement impactée par la crise sanitaire, le Grand Avignon a voté au Conseil communautaire de juin 2020 un plan de soutien à l'économie locale. Parmi les mesures prises, une aide particulière s'est portée sur le soutien à la monnaie locale « La Roue ». Pour développer sa notoriété et intensifier son usage, le Grand Avignon a notamment financé une opération de bonification au change de 20 % pour les particuliers. Ainsi, pour tout change de vingt euros, un particulier reçoit vingt-cinq Roues, dont cinq financées par l'agglomération. Ceci a eu pour impact de rapidement flécher les dépenses des citoyens vers le tissu local : une augmentation de 20% du nombre d'adhérents à la Roue avignonnaise ayant été notée depuis le lancement du dispositif.



L'exemple de Besançon : soutien aux commerces locaux…

Dans le même ordre d'idée, Grand Besançon Métropole et la Ville de Besançon ont lancé fin 2020 l'opération « Le clic utile pour sauver nos commerces », en partenariat avec l'Office du Commerce et de l'Artisanat, l'Union des Commerçants de Besançon et l'association de MLC La Pive.

Cette opération permet de soutenir les commerces locaux en trois clics :
-le clic "info" : pour accéder à la liste des commerces ouverts et ceux qui proposent de nouveaux services (livraison, click and collect…)
-le clic "utile et citoyen" : pour commander des bons d'achats qui seront valables dans les commerces dès leur réouverture
-le clic "gagnant" : pour tenter de remporter des chèques cadeaux "Boostez vos commerces" d'une valeur de 50 € dont 10 pives.

POLITIQUE SOCIALE – SOUTIEN AUX PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

L'exemple du Puy-de-Dôme : bonification du change…

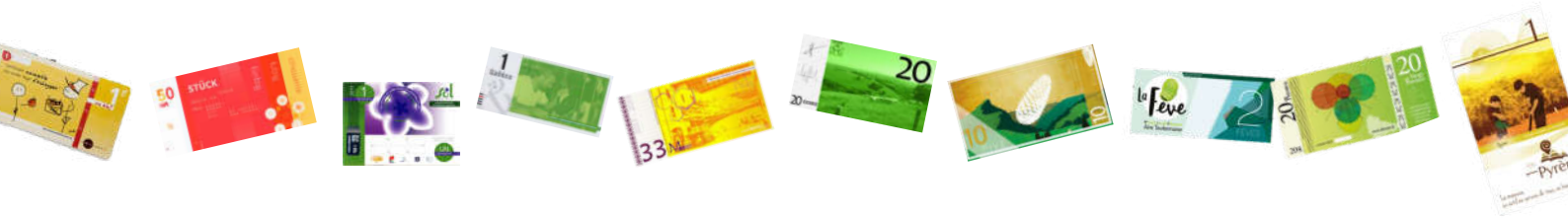
La Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Puy-de-Dôme, elle, a financé une bonification de 50 % des conversions euros-doumes des ménages les plus modestes. Intéressée, la Mission Locale de « Clermont Métropole et Volcans » a abondé le fonds dédié à cette bonification afin de la mettre à disposition des bénéficiaires du dispositif « garantie jeune » pour les sensibiliser à la consommation responsable.

L'exemple du Puy-de-Dôme, suite…

La Doume a ensuite interrogé les bénéficiaires sur leur perception du dispositif. Près de la moitié des répondants (48%) disent avoir commencé à fréquenter des commerces qu'ils ne fréquentaient pas avant d'avoir le bonus.
A la question « Quels sont pour vous les avantages du bonus social en doumes par rapport à d'autres dispositifs de solidarité ? », on note les réponses suivantes : « La possibilité de consommer dans des commerces qui sont en accord avec mes valeurs. », « Il s'agit d'une aide concrète et qui favorise l'économie locale et éthique », « Étant étudiant, cela m'a permis de pouvoir consommer mieux (bio, local, équitable) »

POLITIQUE DE SOUTIEN À LA VIE ASSOCIATIVE – DES SUBVENTIONS EN MLC

L'une des façons les plus efficaces de soutenir son territoire par l'articulation de politiques publiques à la monnaie locale est le versement, pour tout ou partie, de subventions publiques en monnaies locales[34]. C'est notamment ce que souhaite promouvoir la Communauté d'agglomération Pays Basque à travers son plan de relance[35] à la culture. Ce faisant, la collectivité contribue positivement au volume de monnaie locale sur le territoire, tout en sensibilisant ses bénéficiaires aux enjeux de transition écologique et solidaire, et en stimulant les liens économiques entre les acteurs locaux.



Ces exemples variés et concrets d'articulation de monnaies locales à des politiques publiques sont extrêmement enthousiasmants. D'abord, parce qu'ils mettent en lumière le caractère transversal des monnaies locales qui, de ce fait, peuvent être associées à des politiques publiques très diverses. Ensuite, parce que pour chaque secteur de politique publique (écologie, solidarité, économie…), c'est l'ensemble des registres d'utilité sociale des monnaies locales qui s'exprime. Ainsi, en associant la monnaie locale à une politique économique, on confère à celle-ci des retombées écologiques et solidaires ; en articulant une MLC à une politique sociale, celle-ci a des effets positifs sur l'économie du territoire et sa transition écologique…

Face à ce constat, on comprend qu'un soutien renforcé des collectivités publiques à l'égard des monnaies locales aurait pour conséquence de renforcer la résilience territoriale dans toutes ses dimensions : citoyenne, sociale, écologique et économique.

Un tel soutien renforcé peut revêtir plusieurs formes. En voici quelques exemples.

[34] Sur la base du libre consentement des destinataires des subventions, et à condition qu'ils soient adhérents à l'association gestionnaire de la monnaie locale.
[35] https://www.euskalmoneta.org/2021/03/18/berpiztu-relance-la-culture-en-eusko/

Vers un soutien public renforcé au profit des territoires

Les exemples précédents laissent entrevoir l'étendue des retombées positives qui pourraient émerger de partenariats forts entre collectivités publiques et associations de monnaie locale. Ainsi, une cinquantaine de collectivités pionnières ont déjà fait la démonstration que l'usage des MLC par la puissance publique est non seulement possible mais également bénéfique pour le territoire.

Dès lors, un soutien public envers ces dispositifs, dans le but de renforcer leur impact, semble opportun. Pour cela, les collectivités disposent de nombreux leviers :

- Adhérer à l'association de monnaie locale. Ce faisant, elle devient un partenaire fort de la monnaie, participe à l'élaboration des orientations de l'association (au même titre que ses autres membres), et renforce l'assise économique de l'association. Quelques dizaines de collectivités ont aujourd'hui déjà fait ce choix.

- Mener des campagnes de communication publiques à destination du grand public et des entreprises locales sur l'intérêt des MLC. Un bel exemple est celui du Grand Avignon, qui a consacré une rubrique dédiée à la Roue dans son magazine d'octobre 2020 et a mis en place une campagne de communication « la Roue, notre monnaie à nous » utilisant divers média : presse, affichage, réseaux sociaux et … bus de la ville !

- Organiser, avec la monnaie du territoire, une ou plusieurs journées-séminaires à l'attention des acteurs structurants du développement territorial et de l'économie sociale et solidaire, afin de comprendre collectivement comment articuler la monnaie aux dynamiques de territoires existantes. D'une manière générale, la collectivité peut jouer un rôle d'intermédiaire entre l'association de monnaie locale et les divers acteurs locaux.

- Intégrer les monnaies locales dans les budgets participatifs de la collectivité. Rappelons que les budgets participatifs sont des processus de démocratie participative dans lesquels les citoyens peuvent affecter une partie du budget de leur collectivité territoriale à un projet de leur choix. La MLC de Charente, La Bulle, a ainsi fait partie des projets sélectionnés par le département pour être soumis au vote des citoyens, ce qui lui a permis de développer sa monnaie numérique[36].

- Mettre en place des appels à projet dédiés aux associations de monnaies locales, en lien avec les besoins du territoire. Dans le cas où aucune monnaie ne circule sur le territoire, cela peut être l'occasion d'impulser la création d'un collectif citoyen qui portera le projet. Pour les territoires où une monnaie locale existe, les appels à projets peuvent être ciblés sur des enjeux spécifiques du territoire que la collectivité souhaite articuler aux monnaies locales : « monnaie locale et accessibilité alimentaire », « monnaie locale et cohésion sociale »…

- Articuler la monnaie locale à diverses politiques publiques, comme expliqué dans la section précédente.

[36] Développement d'une application de paiement mobile, sans contact et sans frais bancaires

En bref...

Tout au long de ce rapport, nous avons vu que l'utilité sociale des monnaies locales complémentaires s'exprime dans des registres variés : citoyenneté, solidarité, écologie, économie, dynamiques territoriales... En cela, et du fait de leur possible usage par l'ensemble des acteurs engagés dans la transition (quel que soit leur secteur d'activités), **les MLC constituent un véritable levier transversal de transitions territoriales.**

Dans ce dernier chapitre, nous avons vu comment cette transversalité permet aux monnaies locales de renforcer les liens entre des acteurs très divers, ouvrant ainsi de nouveaux espaces de discussions et de coopérations au service des territoires.

Tout d'abord, nous avons montré **la proximité de valeurs et de pratiques existant entre les MLC et les acteurs l'ESS. Il ressort qu'un rapprochement entre les deux parties leur apporterait des bénéfices réciproques** et permettrait de consolider des dynamiques collectives de transition.

De plus, nous avons présenté l'intérêt de partenariats renforcés entre monnaies locales et collectivités publiques. En ouvrant cette voie, **une cinquantaine de collectivités pionnières ont ainsi révélé les bénéfices de ces coopérations innovantes qui contribuent au rayonnement et à la résilience de leurs territoires.** En utilisant les monnaies locales dans leurs services et dépenses publics, en les articulant à des politiques publiques diverses, ces collectivités font le choix d'**appliquer les principes de démocratie et de subsidiarité à la gestion de la monnaie**. Un choix qui ne vise en aucun cas à s'affranchir de l'euro, mais au contraire à lui ajouter un outil monétaire complémentaire, plus à même de répondre à certains enjeux territoriaux.

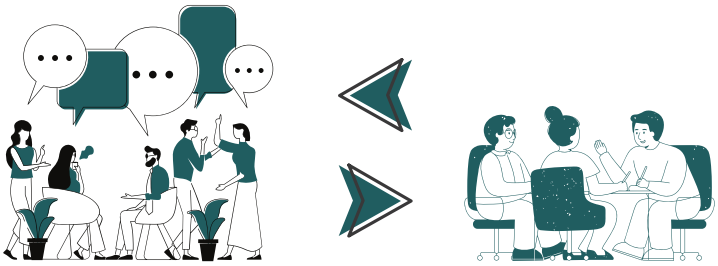
Enfin, à l'issue de ce rapport, il apparaît indéniable que les monnaies locales concourent pleinement à l'intérêt général. Dix ans après leur émergence, leur changement d'échelle est à portée de main. Sa concrétisation, désormais, dépend de la capacité des monnaies locales et des acteurs territoriaux à tisser de nouvelles alliances.

POSTFACE
PAR MARIE FARE*

La crise systémique nous impose de repenser notre modèle de développement mondialisé. Elle tend partout à (ré)activer un véritable *désir* d'inventer de nouveaux projets de société, mieux ancrés dans les réalités locales, suivant des réponses articulées entre elles, et respectant et intégrant les particularismes, sans pour autant en promouvoir et en instituer les écueils. Diversité et démocratie, bien-être individuel et collectif, coopération et co-élaboration, partage équitable des ressources, des opportunités et des richesses, participation citoyenne et « faire commun » : **cette transformation touche à l'ensemble des sphères économique, sociale, mais surtout culturelle et symbolique.** Et c'est à cet égard, et dans la mesure où elle touche à l'ensemble de ces sphères, que **la *monnaie*, du fait de son caractère d'*institution sociale*, constitue un puissant levier du changement.**

Depuis plusieurs décennies, un peu partout dans le monde, les monnaies locales apportent une contribution effective aux réponses, à la fois transversales et territorialisées, au caractère systémique de la crise : mais ces dernières restent trop souvent et systématiquement renvoyées à des moyens (légaux, financiers, techniques et humains), et donc à des échelles d'action et d'impact, sans commune mesure avec les risques majeurs identifiés et les « urgences d'agir » dont le discours dominant s'est désormais largement saisi. Leurs contributions, soulignées dans ce rapport, pourraient pourtant connaitre un saut d'échelle systémique considérable, à la condition d'une meilleure appréhension de leur rôle et de leur potentiel d'activation du changement, mais également par leur appropriation (ou *saisissement*) plus soutenue par la diversité des acteurs de nos territoires. En ce sens, quatre leviers s'avèrent prééminents.

Le premier levier : œuvrer à mieux intégrer et institutionnaliser la capacité transformatrice des monnaies locales (par la loi, par la formation et la communication, par la multiplication, l'évaluation et l'essaimage des expérimentations, par la création de canaux de financement dédiés, etc.). Elles portent en effet des potentialités riches de perspectives et de prospectives : il en va ainsi de leur soutien explicite, mécanique et systémique à des dynamiques territoriales socioéconomiques et politiques renouvelées, basées sur l'instauration de pratiques économiques reposant en priorité sur les normes sociales et environnementales de l'engagement, de la responsabilité et de la solidarité.
Mais ces monnaies instituent et instaurent également un développement de la *capacité d'agir* des individus et des communautés, dont il s'agit de continuer à étudier et analyser le caractère disruptif. En cela, elles s'inscrivent résolument dans un projet politique plus vaste, transformateur, où il s'agit d'interroger – et de ré-amorcer - en profondeur le *faire société*.



Cela suppose, **d'activer un deuxième levier, celui de l'appropriation** des monnaies locales non seulement par les citoyens-utilisateurs mais également **par l'ensemble des acteurs du territoire (acteurs de l'ESS, pouvoirs publics, financeurs, partenaires socioéconomiques, etc.).** La diversité des acteurs s'appropriant les monnaies locales constitue en effet l'**une des conditions-clés de leur réussite** du fait de leur nature de *bien réseau*, c'est-à-dire un bien dont l'utilité croît avec le nombre de ses utilisateurs.

Mixité socio-économique, diversité des produits et services zéro carbone disponibles, production d'innovations par les partenariats, régulation par l'intelligence collective et la maîtrise des instruments relocalisés de l'économie et de la finance constituent des facteurs essentiels d'un maillage territorial fort favorisant la *résilience* (des institutions, des individus, des économies, des environnements naturels et des territoires socio-culturels) que tou.te.s appellent aujourd'hui à mettre en œuvre.

A ce titre, les territoires sont de plus en plus reconnus comme des échelles pertinentes pour penser et impulser des transformations, au travers d'articulations revisitées avec les autres échelles territoriales. Et les réflexions et pratiques innovantes qui en découlent réclament **une stratégie de développement territorial véritablement « décloisonnée » et « décentralisée »** : il s'agit de s'ingénier (au sens d'*ingénierie* !) à mieux pratiquer l'hybridation d'outils-leviers multiples et combinables, et à promouvoir et **inciter à l'interaction pragmatique et politique d'acteurs aux intérêts divers, voire divergents**, tout en repensant les modes de gouvernement afférents, **recomposant ainsi le tissu matriciel de nos rapports sociaux.**

Cette appropriation par l'ensemble des acteurs du territoire favoriserait *de facto* l'**articulation des monnaies locales avec d'autres initiatives** et instruments de la politique d'intervention de la collectivité territoriale et de ses partenaires locaux. Il s'agit du **troisième levier** : dépasser l'expérimentation monétaire en l'insérant dans une stratégie plus globale de développement territorial, **penser la monnaie comme un médium au service de la transformation, en articulation avec d'autres dynamiques ou instruments s'inscrivant dans la même logique.** Une connexion étroite « évidente » semble à ce titre la plus prometteuse à court terme : celle engagée avec les logiques et outils issus de l'économie sociale et solidaire (ESS) s'inscrivant dans une volonté d'agir autrement (microcrédit, monnaie-temps, tontine, groupement d'achat, AMAP, épicerie sociale, coopératives, fonds de finance solidaire et d'investissement responsable, finance participative, banques coopératives, banques publiques, pôles territoriaux de coopération économique, startup de territoire, expérimentations territoires zéro chômeur de longue durée, etc.). Mais un autre engrenage produirait des effets tout aussi séduisants et percutants : celui qui viserait à s'associer avec des politiques et instruments de la transition écologique et de la résilience territoriale (revenu inconditionnel, incitation aux comportements éco-responsables, politiques territoriales de transition énergétique, budget participatif, etc.).

Des combinaisons nouvelles, dont ce rapport témoigne, font émerger des dynamiques de coopération entre acteurs - forcément innovantes, potentiellement « surprenantes » - mais également **un nouveau système qui relie les intérêts et optimise les moyens pour mieux répondre aux déficits de solidarité.** Ce potentiel des monnaies locales, en termes de facilitation de la mise en réseau d'initiatives présentes sur un même territoire, mais ne travaillant pas ensemble, est précisément pointé par l'ensemble des expérimentations comme une manière concrète de faire réseau entre initiatives qui vont dans le même sens.
En alliant une banque de microcrédit ou d'épargne avec une administration locale à la fois pourvoyeuse de services et captant des impôts locaux en monnaie locale et un système d'entreprises et d'organisations engagées dans la circulation monétaire en circuit vertueux, on agit immédiatement sur la production d'emploi et de richesse (re)localisée, tout en servant les intérêts combinés du territoire, de son administration et de ses habitants. Car il s'agit bien aujourd'hui de planifier des projets de territoire capables de répondre aux défis de nos sociétés modernes afin de faire émerger les transformations et mutations de notre société pour assurer la survie de(s) l'espèce(s).

Les monnaies locales invitent finalement à repenser l'action des pouvoirs publics pour tendre vers plus de décloisonnement dans leurs politiques mais également dans la nature des partenariats noués avec les acteurs du territoire : **elles réinventent ainsi la gouvernance territoriale, ce qui constitue le quatrième levier.** Dans cette configuration du projet politique, économique, social et culturel monétaire et territorial, **les monnaies locales constituent en effet des espaces de médiation sociale entre société civile, pouvoirs publics et système économique, c'est-à-dire de véritables espaces d'interactions et de délibération, créés par et pour les acteurs, ouverts à tou.te.s, renforçant la participation et la démocratie politiques, mais également le désir d'entreprendre responsable, solidaire et innovant.** Cette appropriation et participation d'une pluralité d'acteurs met en lumière le caractère de commun [37] des monnaies locales. S'il n'existe pas de commun par nature, ce sont bien les pratiques sociales se nouant autour d'une ressource qui permettent de l'instituer en tant que tel. Ces pratiques passent par l'auto-organisation des parties prenantes, la transparence des règles, la régulation collective, la participation des acteurs, la non-appropriation individuelle du surplus, la coopération des membres, des processus décisionnels participatifs et collectifs, etc. **C'est donc par sa construction sociale en tant que commun que la monnaie le devient.**

Cette gouvernance multi-parties prenantes intégrant usagers particuliers, usagers professionnels et partenaires socioéconomiques, salariés, collectivités locales et partenaires financeurs ne serait pas si complexe à instituer, au vu des nombreuses expérimentations de démocratie directe et participative et des apprentissages qui en découlent. Ce type de gouvernance pourrait ainsi être davantage promu et exploré dans le cadre des statuts de l'ESS notamment celui des SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) qui constituent des formes de coopératives mobilisant au minimum trois collèges (salariés, usagers et autres). Cela consoliderait la coopération entre les différents acteurs (citoyens, collectivités locales, partenaires socioéconomiques, etc.) dans la perspective de construire un projet territorial collectif commun, tout en préservant le projet démocratique et participatif. De la qualité de cette gouvernance pourrait dépendre la trajectoire de développement territorial. Pour l'instant, **là où les monnaies locales sont le plus diffusées, elles semblent préfigurer de nouveaux chemins de développement** du fait de leur impact sur l'organisation productive (stratégie filière au Pays Basque par exemple) ou par les changements sociaux et institutionnels qu'elles suscitent.

[37] Sur les communs, voir Ostrom, Elinor. 1990. Governing the commons: the evolution of institutions for collective action, Cambridge, New York, Cambridge University Press ; Dardot, Pierre and Christian Laval. 2019. Common: on revolution in the 21st century, London, xv-475 ; Giraud, Gaël. 2013. Illusion financière, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier. Sur l'articulation communs et monnaies locales, voir : Dissaux Tristan et Fare Marie, 2017 « Jalons pour une approche socioéconomique des communs monétaires », Économie et institutions, 26 ; Servet, Jean-Michel, and Sophie Swaton. 2017. "Penser la dimension de commun de la monnaie à partir de l'exemple des monnaies complémentaires locales", Revue Interventions économiques, 59.

Les acteurs des territoires et tout particulièrement les collectivités locales disposeraient ainsi d'un nouvel instrument-levier à haut potentiel de transformation si elles se saisissaient des monnaies locales en expérimentant ces combinaisons pour **en faire de véritables catalyseurs de l'animation et du développement territorial**, et ouvrir par-là de nouvelles voies faisant advenir la métamorphose chère à Edgar Morin.

En somme, de par leur transversalité, **les monnaies locales constituent des initiatives porteuses d'utilité sociale** en ce qu'elles nous invitent à repenser l'organisation monétaire qui verrouille aujourd'hui nos potentiels transformatifs. Leurs logiques *bottom-up*, intégrant l'imbrication entre les différentes échelles du pouvoir monétaire mais à partir d'un dispositif pyramidal renversé, remettent à l'ordre du jour la question de la démocratie comme *nécessairement* au cœur du système économique, posant des principes de relocalisation : du débat, de l'économie et de la finance, de la production, etc. Ce faisant, **elles interrogent et remettent en cause l'imaginaire monétaire dominant en ouvrant la voie à une pluralité monétaire prescriptrice de la transformation** (pluralité des institutions, pluralité des souverainetés, pluralité des usages, des formes, des objectifs, des impacts).

Mais allons plus loin : la *plasticité* (ou malléabilité) des systèmes monétaires à l'échelle d'un territoire ou d'une communauté – ainsi que les possibilités ouvertes par l'utilisation des principes monétaires à des fins définies par des groupes spécifiques d'acteurs, y compris de citoyens – permet de **déboucher sur des réflexions et formes audacieuses et novatrices de *subsidiarité monétaire.*** C'est-à-dire un schéma monétaire où, à chaque échelle d'action pertinente, se déploie une monnaie spécifique, dont les objectifs, la forme et la sphère socioéconomique et territoriale sont strictement déterminés, tout en s'articulant avec (ou en complétant) les autres dispositifs monétaires assignés au territoire par la communauté d'acteurs engagés dans leur utilisation et leur circulation. Un agencement monétaire subsidiaire approprié aux différents niveaux d'organisation économique et sociale peut ainsi être imaginé. Il permettrait de coupler une approche de complémentarité monétaire à une approche territoriale délimitant des niveaux d'action pertinents et résultants de **la capacité de chaque niveau à inventer des solutions adéquates.** Dit autrement, le principe de subsidiarité nous permet d'activer les complémentarités possibles dans un but précis, ici la transformation sociale et la transition écologique. Cela invite à repenser en profondeur l'organisation monétaire de nos économies – au sein desquelles la soumission de l'émission monétaire à des intérêts privés est patente –, tout en rendant aux pouvoirs publics et aux citoyens une capacité d'agir qui leur a été depuis trop longtemps soustraite.

* **Marie Fare** est maîtresse de conférences en sciences économiques à l'Université Lumière-Lyon 2 et membre du laboratoire Triangle (UMR 5206).

Ses travaux se concentrent sur la pluralité monétaire et particulièrement sur les monnaies locales et sociales, analysées au regard des enjeux du développement territorial soutenable.

Elle est l'auteure de l'ouvrage *Repenser la monnaie, transformer les territoires*, faire société publié aux Éditions Charles Léopold Mayer (ECLM), 2016.

BIBLIOGRAPHIE

Association Euskal Moneta. « Ouverture de votre compte "Vacances en eusko" ». 17-03-2021. https://moncompte.euskalmoneta.org/fr/vacances-en-eusko

Association Lokavaluto. « Lokavaluto ». 17-03-2021. https://lokavaluto.fr/

Bisault, Laurent. 2012. “L’échelle des salaires est plus resserrée dans le secteur de l’économie sociale”. INSEE Première 1390, pp 4. http://insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1390/ip1390.pdf

Blanc, Jérôme. 2020. « Politiques territoriales de résilience et de transition écologique : la piste des monnaies locales ». Terra Nova (blog). 2020. https://tnova.fr/notes/politiques-territoriales-de-resilience-et-de-transition-ecologique-la-piste-des-monnaies-locales.

Blanc, Jérôme, Marie Fare, et Oriane Lafuente-Sampietro. 2020. “Les monnaies locales en France : un bilan de l’enquête nationale 2019-20”. [Rapport de recherche] Université Lumière Lyon 2; Sciences Po Lyon. , pp57.

Blanc, Jérôme, et Baptiste Perrissin-Fabert. 2016. « Financer la transition écologique des territoires par les monnaies locales », Sciences Po Lyon. pp24.

Dabi, Frédéric et Esteban Pratviel. 2017. “Les connaissances des Français en matière économique”. Ifop-Fiducial pour la Fondation Concorde 114991, pp71. https://www.ifop.com/publication/les-connaissances-des-francais-en-matiere-economique/

Dissaux, Tristan, et Marie Fare. 2016. « La monnaie comme commun : une illustration à partir du cas des monnaies locales associatives ». 2nd EMES-Polanyi International Seminar, pp22. Paris, France.

Fare, Marie. 2016. Repenser la monnaie: transformer les territoires, faire société. Essai ; no 211. Paris, France: Éditions Charles Léopold Mayer.

Fédération Kohinos. « Kohinos Un logiciel, une fédération… en commun ». 17-03-2021. https://kohinos.com/

Florentin, Arnaud and Boris Chabanel. 2016. “L’effet multiplicateur local, un levier incontournable pour inspirer le développement des territoires”, Note de position #7, Utopies

Kirchner, Odile et al. 2020. “Dynamiques collectives de transitions dans les territoires”. [Etude]. Le Labo de l’ESS. pp 118. http://www.lelabo-ess.org/-dynamiques-collectives-de-transitions-.html

Lietaer, Bernard A. 2018. Créer une monnaie complémentaire: manuel à l’usage des citoyen-ne-s. Bibliotheque Du Mauss. Le Bord De L’eau.

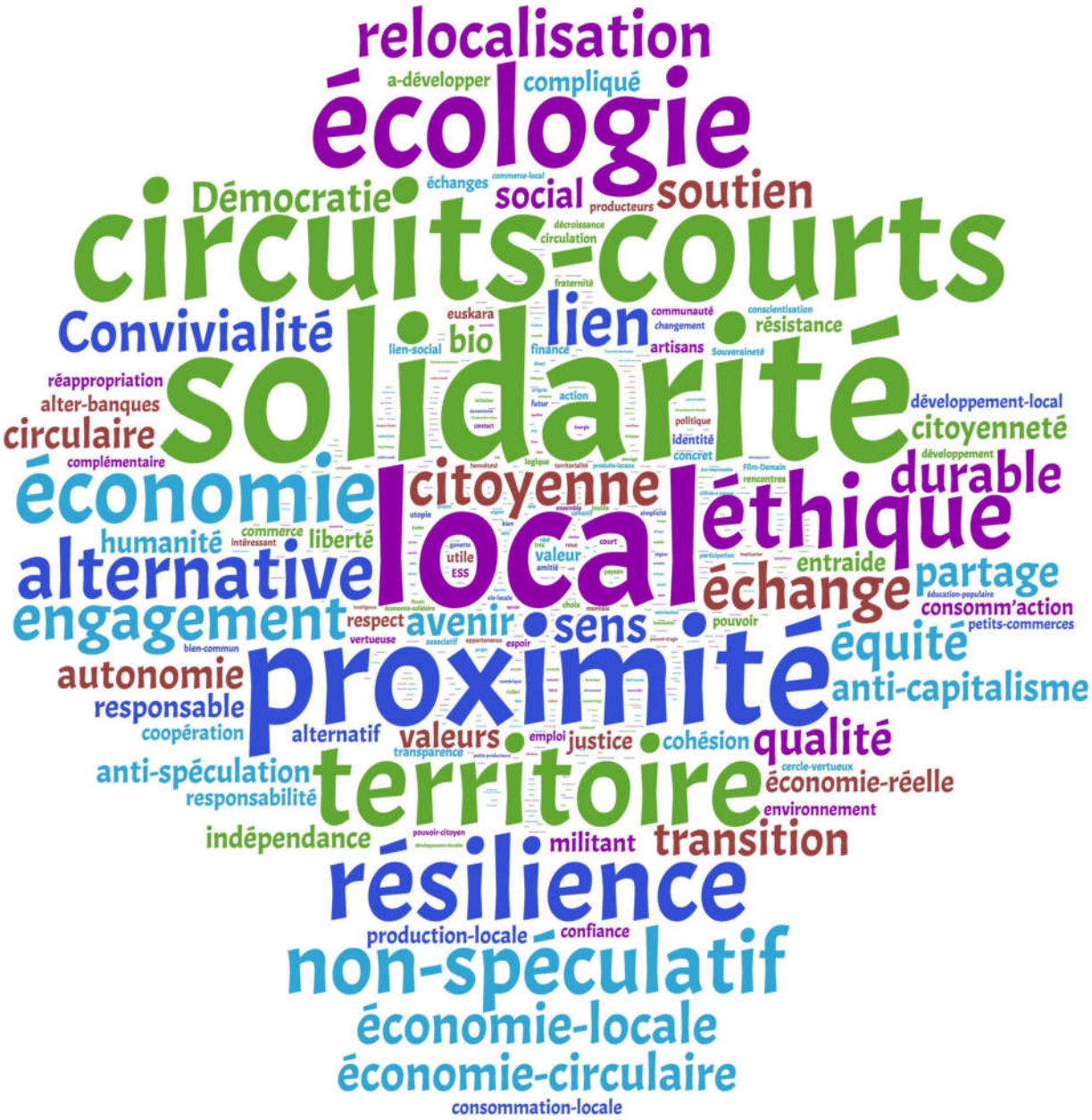
Magnen, Jean-Philippe, et Christophe Fourel. 2015. « Mission d’étude sur les monnaies locales complémentaires et les systèmes d’échange locaux ». [Rapport] Ministère du logement, de l’égalité des territoires et de la ruralité. pp77.

Pacte du pouvoir de vivre. «Le pacte du pouvoir de vivre ». Frédéric Sèvre. 17-03-2021. https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/

Pinos, Fabienne. 2020. « La monnaie locale eusko, une démarche stratégique dédiée à la création de valeur publique territoriale ». RECMA N° 355 (1): 28-46.
Sacks, Justin. 2002. The Money Trail: Measuring Your Impact on the Local Economy Using LM3. London: New Economics Foundation. pp118.

Sengayrac, Simon-Pierre, Michel Guémy, et Adrien Lavayssière. 2020. « Les monnaies locales : un levier de relance de nos territoires ». Osons le progrès (blog). 17 juin 2020. https://www.osonsleprogres.fr/les-monnaies-locales-un-levier-de-relance-de-nos-territoires/.

Scic TOI & TOITS. « La Doume et Toi et Toits ». 17-03-2021. https://www.toi-toits.fr/la-doume-et-toi-et-toits/



*

* Ce nuage de mots est proportionnellement constitué des mots proposés par les répondants à nos questionnaires, en réponse à la question : "Pourriez-vous donner trois mots qui vous viennent à l'esprit quand on vous dit "monnaie locale"?"